

**Manifestons
le 1^{er} Mai!**
p.2

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Unité
ouvrière**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2021 - 27 avril 2007 - prix : 1 € - DOM 1,5 €

**Solidaire de
tous ceux
qui ne veulent
pas de Sarkozy,**

**Arlette Laguiller
appelle, sans réserve
mais sans illusion,
à voter pour
Ségolène Royal**



Sommaire

Élection présidentielle

- p. 4 ■ Après le premier tour
- p. 5 ■ L'évolution de l'électorat en chiffres
- p. 7 ■ Sarkozy en Lorraine
- Eric Besson : des convictions... élastiques
- Arlette Laguiller à Nantes, le 19 avril
- p. 11 ■ Le vote des Français de l'étranger

Tribune

- p. 6 ■ Tout sauf Sarkozy... Vraiment ?

Leur société

- p. 6 ■ PDG du CAC 40 ; aides au patronat
- p. 11 ■ Sans-papiers : les piégés de la pauvreté ; chômeurs et intermittents se font entendre
- p. 12 ■ Ascenseurs en panne à Marseille, destruction de HLM à Beauvais
- p. 14 ■ Des dividendes qui explosent

Dans le monde

- p. 8 ■ Russie : mort d'Eltsine
- Irak : l'armée US construit des murs
- p. 9 ■ Nigéria : élections
- Les barbelés de l'Union européenne
- Djibouti et les autorités françaises
- p. 10 ■ Italie : recomposition à gauche
- Il y a 25 ans, la guerre des Malouines

Dans les entreprises

- p. 12 ■ La Poste de Paris-Louvre en grève
- Échos des entreprises
- p. 13 ■ Michelin-Blavozy Le Puy-en-Velay
- Sonovision Colomiers
- Sodetal Bar-le-Duc
- p. 14 ■ Suicides à EDF
- Fontaine Argent – Besançon
- Hôpital Avicenne Bobigny
- p. 15 ■ Faurecia Siedoubs Montbéliard
- Snecma Gennevilliers
- TSI-Adventis Paris-Austerlitz

La Fête de Lutte Ouvrière

- p. 16 ■ Le programme

Le 1er mai

Journée internationale de lutte des travailleurs

À l'occasion du 1er mai certains vont, sans doute encore une fois, parler de la « fête du travail », les autres de la « fête du muguet ». D'autres, plus politiques, risquent d'évoquer un passé plus récent, qui fut surtout l'occasion d'appeler à voter Chirac sous prétexte de faire barrage à un Le Pen qui, de toute façon, n'avait aucune chance de gagner l'élection.

Malgré toutes les tentatives de récupération depuis son origine, à la fin du 19e siècle, le 1er mai est avant tout le symbole de l'unité de la classe ouvrière mondiale dans son combat pour son émancipation. C'est le Congrès international ouvrier socialiste de Paris de juillet 1889, rassemblant syndicats et partis, qui prit la décision d'en faire la première manifestation internationale des travailleurs pour leurs revendications.

La date du 1er mai fut retenue pour honorer l'initiative du mouvement ouvrier américain qui avait fait du 1er mai 1886 le début de la lutte pour les huit heures. Les grèves et les manifestations furent alors durement réprimées : plusieurs leaders ouvriers furent pendus à Chicago.

Dès le 1er mai 1890, par centaines de milliers, les travailleurs se rassemblèrent dans le monde. Le 1er mai 1891, à Fourmies, dans le nord de la France, la troupe tirait dans la foule : dix morts. En août 1891, le Congrès international de Bruxelles confirmait que, dorénavant, le 1er mai serait le jour de lutte des travailleurs du monde pour leur émancipation. Pour les dirigeants des partis socialistes et des syndicats alors révolutionnaires, il s'agissait avant tout d'enraciner, parmi des millions de prolétaires, la conscience d'appartenir à une seule et même classe, et l'absolue nécessité du combat commun de tous les travailleurs de la planète.

À partir de cette date, ce jour-là dans le monde, sans radio et sans télévision, des mil-

Ce que déclarait le Congrès international ouvrier socialiste de Paris de juillet 1889

« L'émancipation du travail et de l'humanité ne peut sortir que de l'action internationale du prolétariat organisé en parti de classe, s'emparant du pouvoir politique pour l'expropriation de la classe capitaliste et l'appropriation sociale des moyens de production (...). Il est du devoir des travailleurs de tous les pays de lutter par tous les moyens contre une organisation sociale qui les écrase. (...) Il s'agit avant tout de s'opposer à l'action destructrice du présent ordre économique ». Et aussi : « Le congrès réclame la limita-

tion de la journée de travail à un maximum de huit heures pour les adultes. » À cela s'ajoutait toute une série de revendications sociales.

Pour aller dans ce sens, le congrès adoptait la décision suivante : « Il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe (le 1er mai) de manière que dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure (...) d'appliquer les revendications du Congrès international de Paris. »



Le cortège Lutte Ouvrière le 1er mai 2004.

lions de travailleurs se regroupèrent pour rendre vivant le mot d'ordre « Prolétaires de tous les pays unissons-nous ». La répression, l'emprisonnement, les morts, les licenciements massifs de ceux qui manifestaient et cessaient le travail ce jour-là, qui n'était pas un jour férié mais un jour de grève et de combat, n'y purent rien. La force de la classe ouvrière internationale s'affirmait, sa revendication à prendre la direction de toute la société sur d'autres bases aussi.

Ce qui a transformé dans bien des pays d'Europe le 1er mai en « fête du travail », ou en parade insipide, a été justement la volonté des gouvernants et de leurs alliés, des ex-partis ouvriers ralliés à la bourgeoisie, de faire oublier ce symbole qui les dérangeait. En France, par exemple, c'est Pétain, avec l'aide d'anciens syndicalistes CGT ralliés à « l'État français » de 1940, qui au nom de l'union Capital-Travail

fit instituer le 1er mai comme fête du travail chômée et payée. Et c'est le gouvernement « issu de la Résistance », allant du PCF au PS et à la droite, qui, soucieux de gommer toute évocation de la lutte des classes, confirma en 1947 cette fête du travail instaurée par Pétain.

Aujourd'hui, les travailleurs, en France comme dans les autres pays, subissent les conséquences de la mainmise des capitalistes sur la société et les effets de la dictature du capital. Plus que jamais s'impose la nécessité d'une lutte commune des travailleurs, au niveau du pays comme à l'échelle internationale, pour leur émancipation sociale et politique.

Le 1er mai, en tant que journée internationale de lutte des travailleurs du monde contre l'exploitation capitaliste, garde toute sa valeur et sa nécessité.

Paul SOREL

Face au patronat et au gouvernement

Manifestons le 1er mai !

La classe ouvrière ne peut compter que sur ses forces, sur ses luttes pour imposer au patronat et au gouvernement, quel qu'il soit, qui sortira des prochaines élections, la prise en compte des revendications capables de stopper le chômage, les licenciements, la précarité, les salaires et les pensions misérables. Les

manifestations du 1er mai doivent être l'occasion de le réaffirmer, ainsi que de rappeler l'unité du combat des travailleurs, quelle que soit leur nationalité, leur origine.

Lutte Ouvrière appelle à participer aux manifestations organisées, notamment, à l'appel de la CGT, FSU, UNSA, Solidaires et UNEF

le 1er mai à 14 h 30 place de la République à Paris

Adresser toute correspondance à : LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de : par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande			

LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyiste) membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 – 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. – Commission paritaire des publications n° 1009 I 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20
Télécopie : 01 48 10 86 26

Soutenez-nous financièrement

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière » et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Après le premier tour

« C'est une victoire de la démocratie », voilà l'expression qui, au soir du premier tour de l'élection présidentielle, revenait le plus souvent dans la bouche des trois candidats arrivés en tête et de leurs représentants.

Les commentateurs ont enchaîné sur le même ton dans la presse du lendemain. « Ce fut une double victoire, celle de la démocratie sur elle-même et contre ses extrêmes », affirmait par exemple *Le Monde*, reflétant le ton de la presse dans sa quasi-totalité. L'éditorialiste s'est même payé une envolée lyrique sur « cette belle journée d'avril, dans cette France ensoleillée, ses longues files d'électeurs, vieux, jeunes, couples venus avec leurs enfants, tous patients, tous mobilisés, donnant l'image d'un pays serein, citoyen, qui redécouvre la politique, qui se réapproprie l'élection présidentielle... » !

« Un pays serein » ! Il fallait l'oser, avec les trois millions de chômeurs et les régions sinistrées par les fermetures d'entreprises !

Ils sont donc tous contents que les deux candidats, formés depuis au bas mot six mois pour représenter l'alternative dans cette présidentielle, soient bien arrivés en tête et que ce soit entre eux que les électeurs aient à choisir au deuxième tour. Même la percée d'un Bayrou, politicien bien conformiste, blanchi sous le harnais de gouvernements de droite, qui s'est fabriqué – et à qui l'on a fabriqué – l'image d'un homme « hors du système », voire contre le système, n'a fait qu'ajouter une pincée d'inattendu dans une si belle fabrication électorale ! Elle a permis en tout cas au PS d'ajouter le nom de Bayrou à celui de Le Pen comme une menace de plus, susceptible de claquer devant le nez de Ségolène Royal la porte d'accès au deuxième tour. C'était une menace inventée, on le voit aujourd'hui, mais cela a permis au PS d'en agiter l'éventualité pour faire passer, sur tout ce qu'on trouvait à sa gauche, le rouleau compresseur du vote utile.

« Une victoire de la démocratie », cette présidentielle ? Oui, répondront tous ceux qui, en 2002, ont déjà pris pour un sursaut démocratique la grande manipulation de tous les partis, et en particulier du PS et du PC qui, face à la menace inventée et totalement impossible de l'arrivée de Le Pen à la présidence, se sont couchés devant Chirac et l'ont transformé en



rempart de la démocratie qu'il fallait soutenir. Avec le résultat que l'on sait : Chirac, élu avec 82 % des voix, a installé successivement deux gouvernements parmi les plus réactionnaires de ce pays, qui ont eu les mains libres pour porter au monde du travail tous les coups qu'ils ont portés.

Dans cette optique déformée, le recul très net, en effet, de l'électorat de Le Pen est présenté comme une des composantes de cette victoire de la démocratie. Mais ce recul s'est fait au profit de Sarkozy et sur la base de l'alignement de celui-ci sur les idées de Le Pen. Ces idées n'avaient aucune chance de s'installer à l'Élysée avec Le Pen. Mais avec Sarkozy, c'est une menace réelle.

« Une victoire de la démocratie », que d'avoir réduit, grâce au chantage au vote utile, la plupart de ceux qui étaient sur la gauche du PS, l'électorat d'Arlette Laguiller bien sûr mais aussi celui du PC ?

Bien sûr, Ségolène Royal affronte le deuxième tour et le duel avec Sarkozy en ayant réalisé un score record, non seulement en récupérant l'électorat perdu par Jospin en 2002 mais même en dépassant le score de Jospin en 1995, et cela malgré la concurrence de Bayrou. Mais cela ne suffit pas pour autant pour remporter le deuxième tour face à Sarkozy. La progression de Ségolène Royal ne s'est pas faite au détriment de la droite, même pas au détriment de ce centre-droit dont Bayrou est le chef de file, puisque ce n'est pas une fraction de l'électorat de l'UDF qui est allée voter Ségolène Royal mais une fraction de l'électorat possible du

PS qui a voté pour Bayrou.

C'est un signe des temps que le PS, qui sait manier le mensonge du vote utile depuis longtemps et l'a fait en particulier pendant cette présidentielle, en soit devenu, dans une certaine mesure, la victime. Bayrou ne s'est pas gêné d'évoquer les sondages qui, en cas de présence au deuxième tour, lui donnaient plus de chances de battre Sarkozy qu'à Ségolène Royal.

Comme tout à fait prévisible

cependant, Ségolène Royal est présente au deuxième tour. Mais, considérant qu'elle est à l'abri sur sa gauche, elle va développer, elle développera toujours plus une politique en direction de l'électorat de Bayrou, malgré ses remerciements affichés vis-à-vis des Verts, du PC et de l'extrême gauche. C'est à cet électorat qu'elle cherchera à donner des gages.

Les élections, même présidentielles, n'ont pas la capacité

de changer la vie, mais elles sont des thermomètres. Et cette présidentielle n'indique pas une démocratisation plus grande, mais, au contraire, une évolution vers la droite et surtout une perte d'un certain nombre de repères à gauche, la perte d'un certain nombre de valeurs propres au mouvement ouvrier.

Alors, s'il est normal, s'il est légitime qu'une majorité de travailleurs veuillent empêcher Sarkozy de s'installer à la présidence, aspiration dont nous sommes solidaires, il ne faut pas oublier la responsabilité du PS mais aussi de son allié le PC, les déceptions engendrées par leur présence durant cinq ans, de 1997 à 2002, dans un au gouvernement qui a déçu, dans la désorientation du monde du travail face aux problèmes politiques.

Mais c'est la vie même, ce sont les coups que le patronat continuera à porter à la classe ouvrière, avec l'aide du gouvernement quel qu'il soit, qui ramèneront la classe ouvrière sur le chemin de la lutte des classes, mais aussi à la conscience que, face au patronat imposant violemment ses intérêts, il faut que les travailleurs se défendent avec la conscience claire de leurs intérêts politiques qui sont, aussi, ceux de l'ensemble des classes populaires.

Georges KALDY

Résultats du 1er tour de l'élection présidentielle

22 avril 2007			Comparaison 21 avril 2002		
	Voix	%		Voix	%
Inscrits	44 474 519			41 198 266	
Votants	37 260 798	83,78		29 497 888	71,60
Abstentions	7 213 721	16,22		11 698 956	28,40
Blancs ou nuls	535 953			997 262	
Suffrages exprimés	36 724 845			28 499 489	
Arlette LAGUILLER	488 119	1,33	Arlette LAGUILLER	1 630 118	5,72
Olivier BESANCENOT	1 498 835	4,08	Olivier BESANCENOT	1 210 562	4,25
Gérard SCHIVARDI	123 711	0,34	Daniel GLUCKSTEIN	132 697	0,47
Marie-George BUFFET	707 327	1,93	Robert HUE	960 548	3,37
Dominique VOYNET	576 758	1,57	Noël MAMERE	1 495 774	5,25
José BOVÉ	483 076	1,32			
Ségolène ROYAL	9 501 295	25,87	Lionel JOSPIN	4 610 267	16,18
			J-Pierre CHEVENEMENT	1 518 568	5,33
			Christiane TAUBIRA	660 515	2,32
François BAYROU	6 820 914	18,57	François BAYROU	1 949 219	6,84
			Corinne LEPAGE	535 875	1,88
Nicolas SARKOZY	11 450 302	31,18	Jacques CHIRAC	5 666 021	19,88
Frédéric NIHOUS	420 775	1,15	Jean SAINT-JOSSE	1 204 801	4,23
			Alain MADELIN	1 113 551	3,91
Philippe de VILLIERS	818 704	2,23			
			Bruno Mégret	667 043	2,34
Jean-Marie LE PEN	3 835 029	10,44	J-Marie LE PEN	4 804 772	16,86

• Après le premier tour

La déclaration d'Arlette Laguiller le soir du 22 avril

Tout d'abord, je remercie de leur confiance et de leur conscience celles et ceux qui m'ont apporté leurs suffrages et leur soutien.

Comme il était évident, ce sont Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal qui vont disputer le deuxième tour.

La crainte de voir Bayrou ou Le Pen dépasser Ségolène Royal n'était entretenue que pour favoriser, dès le premier tour, un vote abusivement présenté comme utile.

Pour revenir sur le passé, je ne regrette pas, loin de là, car j'en suis fière, d'avoir été la seule à refuser en 2002 d'appeler à choisir entre deux hommes de droite et à refuser de voter pour Chirac, Chirac qui avait Sarkozy dans ses bagages. Et cela pour, paraît-il, faire barrage à Le Pen qui n'avait guère gagné de voix au premier tour et qui était présent au deuxième tour uniquement parce que Jospin, par sa politique, avait perdu deux millions et demi de ses électeurs. Chirac aurait été largement élu avec les seules voix de la droite. Le Pen n'avait donc aucune chance d'être élu mais, maintenant, Sarkozy a bien des chances de l'être.

Aujourd'hui Le Pen est toujours là et il l'est encore plus au travers des idées de Sarkozy, qui valent bien celles de Le Pen. En effet, ceux qui, trompés par l'appel du Parti Socialiste et du Parti Communiste qui voulaient ainsi éviter d'avoir à s'expliquer sur les raisons qui leur avaient fait perdre à eux deux quatre millions de voix, ont voté pour Chirac, ont dû subir Sarkozy pendant cinq ans et le retrouvent maintenant bien plus puissant que Le Pen ne l'était.

Alors, à ce deuxième tour d'aujourd'hui, il n'y a aucun vote utile pour les travailleurs.

Car Sarkozy, bien évidemment, et Ségolène Royal pas plus que lui ne lèveront le petit doigt pour résoudre les problèmes majeurs des classes populaires que sont le chômage, la baisse continue du niveau de vie ou la dramatique crise du logement.

Cependant, je souhaite de tout cœur que Sarkozy soit battu, car son arrogance ne mérite que cela et son programme ne vise qu'à combler de cadeaux le patronat et, en particulier, le plus puissant. Les mesures qu'il a annoncées sont dans la continuation de ces cinq ans du pire gouvernement que nous ayons eu depuis longtemps, c'est-à-dire pressurer les pauvres pour donner plus et plus à ceux qui s'enrichissent aux dépens de la population.

Je voterai donc pour Ségolène Royal. Et j'appelle tous les électeurs à en faire autant. Mais si je fais ce choix c'est uniquement par solidarité avec tous ceux qui, dans les classes populaires, déclarent préférer « *tout sauf Sarkozy* ».

Je rejoins et je partage leur volonté de chasser Sarkozy, mais je leur dis pourtant que Ségolène Royal n'améliorera pas, pas plus que Sarkozy, le sort des classes populaires.

Aussi bien Ségolène Royal que Sarkozy sont dans le camp du capital, dans le camp des spéculateurs, des exploiters et des licenciés, et en sont de bons et loyaux serviteurs. L'un et l'autre ne feront que favoriser la grande bourgeoisie, comme ils l'ont tous deux fait dans les gouvernements auxquels ils ont participé, soit actuellement, soit il y a cinq ans.

C'est leur appartenance commune au camp du grand patronat qui leur rendra impossible, à l'une comme à

l'autre, de résoudre les problèmes essentiels de la population, c'est-à-dire avant tout, je le répète, le chômage massif, la crise dramatique du logement populaire et la baisse continue du pouvoir d'achat.

Les résultats de ce premier tour laissent supposer, si l'on fait le total des reports à gauche comparé aux reports à droite, que Ségolène Royal n'a que peu de chances de l'emporter au second.

Mais c'est elle qui a choisi un tel risque ! Choisi de faire une campagne neutre, plus tournée vers le patronat grand et moyen, que vers les classes populaires.

Des cadeaux précis pour le premier, uniquement des mots vagues pour les seconds.

Une campagne incapable de soulever l'enthousiasme de ceux qui sont écartés du progrès social, une campagne qui ne comptait que sur l'effet de repoussoir de Sarkozy et qui ne voulait pas déplaire au patronat.

Mais le désespoir ne suffit pas à susciter l'espoir.

Alors, si c'est sans réserve que j'appelle à voter pour Ségolène Royal, c'est absolument sans illusion sur ce qu'elle-même et tous les anciens ministres que sont les dirigeants du Parti Socialiste feront s'ils parviennent au pouvoir.

Je suis absolument solidaire de toutes celles et de tous ceux qui veulent voter pour Ségolène Royal. Mais je leur dis qu'ils seront inmanquablement et très rapidement déçus, comme ils l'ont été il y a cinq ans par le gouvernement Jospin.

Ségolène Royal, si elle est élue, ne sera pas pire que Sarkozy, mais elle ne sera pas meilleure ! Elle ne prendra

peut-être pas toutes les mesures en faveur des privilégiés que la droite prend en ce moment, mais sous son mandat, et avant même le terme des cinq ans, nous aurons bien des désillusions, comme nous en avons eu avec le précédent gouvernement socialiste.

À moins de lui imposer, exactement comme nous aurions à les imposer à Sarkozy, nos principales revendications par des mouvements sociaux suffisamment forts et solidaires.

J'ai dit tout cela dans ma campagne, mais beaucoup d'électeurs ont pensé qu'ils devaient faire, au premier tour, un vote qu'ils ont cru utile.

À ceux-là je dis qu'ils se sont trompés.

Leur vote du premier tour n'aura été ni un vote ni un choix utiles. Quant au second tour, peut-être servira-t-il, je l'espère, à écarter Sarkozy, mais il ne servira pas à écarter une politique pro-patronale, que ce soit Sarkozy ou Royal qui l'applique.

Mais c'est donc pour m'associer aux souhaits qui sont sans doute ceux de la majorité du monde du travail, ce monde qui a toujours été et est encore mon seul camp, que je choisis de voter et d'appeler à voter pour Ségolène Royal.

Mais je suis convaincue que tous les travailleurs devront, quel que soit l' élu, se retrouver très rapidement, ensemble, sur le chemin des luttes.

Arlette LAGUILLER



L'évolution de l'électorat en chiffres

Le premier constat dans ce premier tour de l'élection présidentielle est évidemment l'accroissement très net de la participation. Le nombre des inscrits est passé de 41 198 266 en 2002 à 44 474 519 en 2007, soit une augmentation de 3 276 253. L'augmentation du nombre de votants est encore plus importante. Entre 2002 et 2007, il a représenté 7 776 910 personnes supplémentaires. En d'autres termes, le pourcentage des votants par rapport aux inscrits est passé de 71,60 % en 2002 à 83,78 % en 2007.

L'électorat a donc été bien plus mobilisé cette année qu'il y a cinq ans. Cette mobilisation n'a cependant pas été uniquement, ni même principalement, celle de l'électorat de gauche.

Évolution vers la droite

Les commentateurs de la gauche soulignent surtout le résultat électoral de Ségolène Royal. Et, en effet, Ségolène Royal a progressé aussi bien en nombre de votants qu'en pourcentage, et non seulement par rapport à Jospin en 2002 – ce qui n'était pas difficile vu l'effondrement à l'époque de l'électorat de gauche après cinq ans de gouvernement de la Gauche plurielle sous la direction de Jospin –, mais aussi par rapport à Jospin en 1995.

Avec 9 501 295 votants, soit 25,87 % des voix en 2007, Ségolène Royal augmente l'électorat du PS de 4 891 182 électeurs supplémentaires, soit 9,69 % de voix de plus que celles de Jospin en 2002. Comparativement au résultat de Jospin en 1995, Ségolène Royal a également progressé de 2 403 144 voix, ce qui, même compte tenu de l'élargissement du corps électoral, représente une hausse de 2,57 %.

Mais ce chiffre record pour Ségolène Royal ne peut pas cacher que l'ensemble de la gauche n'a pas progressé depuis 2002. Plus exactement, avec 13 379 121 votants en 2007, la gauche a, certes, gagné 1 160 536 voix par rapport à 2002, mais en pourcentage, l'ensemble des candidats de gauche ne représente plus, en 2007, que 36,44 % des voix, alors qu'ils représentaient 42,89 % des votants au premier tour de 2002.

Dans la réalité, le score élevé de Ségolène Royal à l'intérieur d'une gauche en recul résulte d'un mouvement complexe. D'un côté, Ségolène Royal a perdu une partie de l'électorat possible du PS au profit de François Bayrou.

Mais ce déplacement de voix de gauche vers François Bayrou a été compensé, et largement, par des votes qui, en 2002, s'étaient portés sur l'extrême gauche ou sur les différentes

composantes de l'ex-Gauche plurielle – PC, Verts, chevènementistes, radicaux de gauche – et qui, cette fois-ci, se sont portés sur Ségolène Royal dès le premier tour.

Le Pen recule, mais pas le lepénisme

Un examen superficiel peut conduire à la conclusion que ce déplacement vers la droite ne concerne que les déplacements internes à la gauche ou, encore, les déplacements de l'électorat du PS vers François Bayrou. À droite, en effet, Le Pen a perdu près d'un million de voix, en passant de 4 804 772 voix en 2002 à 3 835 029 voix en 2007, recul qui, en pourcentage, est plus important encore puisque le candidat du FN passe de 16,86 % à 10,44 %.

Mais si Nicolas Sarkozy a réussi son opération de drainer vers sa candidature une partie de l'électorat du FN, il l'a fait en reprenant les idées et le langage de Le Pen. Celui-ci aura réussi à marquer largement toute la campagne électorale. Sarkozy reprenant ses thèmes, une partie importante de l'électorat d'extrême droite a raisonné à partir du constat qu'entre la politique proposée par Nicolas Sarkozy et celle de Le Pen, les différences étaient mineures avec, en revanche, cet avantage pour Sarkozy qu'il a une forte probabilité de devenir président de la République et, par conséquent, de porter jusqu'à l'Élysée le lepénisme.

L'efficacité du chantage au vote prétendument utile à gauche

Du fait du désistement de Jean-Pierre Chévènement et de Christiane Taubira, Ségolène Royal a dû bénéficier d'une grande partie, sinon de la totalité, des 2 178 083 suffrages (7,65 % des votants) obtenus en 2002 par ces deux candidats.

Mais, à cela, on peut ajouter les gains réalisés par Ségolène Royal au détriment des candidats sur sa gauche et des écologistes. L'ensemble des cinq candidats, Arlette Laguiller, Olivier Besancenot, Daniel Gluckstein, Robert Hue et Noël Mamère, avait représenté, en 2002, 5 429 497 votes, soit 19,05 % des votants. L'ensemble des candidats, Arlette Laguiller, Olivier Besancenot, Gérard Schivardi, Marie-George Buffet, José Bové et Dominique Voynet, n'a obtenu, en 2007, que 3 850 916 voix, c'est-à-dire 10,62 % seulement de l'électorat.

La propagande développée par le PS en faveur du vote utile a touché à des degrés divers tous les candidats de gauche, à l'exclusion d'Olivier Besancenot. Plus exactement, à en juger

Arlette Laguiller. Pas seulement face aux candidats dits grands de la bourgeoisie, mais aussi par rapport aux différents candidats sur la gauche du PS qui, au choix intransigeant du camp des travailleurs, ont ajouté bien des objectifs certes à la mode mais qui n'avaient pas grand-chose à voir avec le mouvement ouvrier.

Comme l'a déclaré Arlette Laguiller au soir du premier tour de l'élection présidentielle, nous appelons à voter pour Ségolène Royal au deuxième tour sans réserve mais absolument sans illusion sur ce qu'elle-même et les dirigeants du PS feront s'ils parviennent au pouvoir. C'est un geste de solidarité avec cette majorité du monde du travail qui souhaite, par ce vote, empêcher que

peu de chances d'être élue.

Étant donné le rapport entre l'électorat de gauche et celui de droite, même si la moitié des 18,57 % recueillis par François Bayrou revenait à gauche, Nicolas Sarkozy l'emporterait. Et, si un tiers seulement de l'électorat de Bayrou soutenait Sarkozy, ce dernier aurait quand même la majorité des voix.

Ségolène Royal, en compétition avec Sarkozy pour récupérer un maximum de voix qui se sont portées sur le candidat de l'UDF, multiplie les propositions d'ouverture en direction de ce dernier, et en tout cas de son électorat. Sa proposition de débat avec les centristes pour élaborer une sorte de programme commun entre le PS et l'UDF est dans la logique de l'arithmétique électorale.

Rien de fondamental ne s'y oppose, tant, en effet, la politique de Ségolène Royal et celle de François Bayrou ne diffèrent guère. Il ne faut pas mettre beaucoup d'eau dans le vin de Ségolène Royal pour qu'il ait tout à fait le même goût que le breuvage de Bayrou.

Il est cependant peu vraisemblable que Bayrou soit tenté de s'engager du côté du Parti Socialiste. Pas plus d'ailleurs que du côté de l'UMP. Bayrou évoque l'éventualité d'un parti centriste. L'avenir dira comment cela se concrétisera. Mais Bayrou est fondé de penser qu'aussi bien pour les législatives proches que pour sa carrière personnelle dans la perspective de la présidentielle de 2012, il a intérêt à jouer l'indépendance.

Ce qui ressort de ces manœuvres du PS en direction de l'électorat de François Bayrou, c'est que, même si Ségolène Royal est élue grâce aux voix centristes, sa politique sera définie par la nécessité de garder ces alliés, si possible en menant une politique qu'ils peuvent accepter, c'est-à-dire une politique de droite. C'est dire que, même si le vote Ségolène Royal permettait de faire barrage à Sarkozy, cela ne ferait pas barrage à la politique de droite.

Cette politique ne pourra être repoussée que par les luttes sociales ! Aucun signe avant-coureur n'annonce pour le moment les futures luttes d'ensemble. Mais il n'y a d'issue pour la classe ouvrière que dans cette voie.

G.K.

SARKOZY FAIT CHUTER LE PEN.



par le sondage sortie des urnes effectué pour le compte de *L'Humanité*, Olivier Besancenot a été touché à peu près autant que les autres par les effets du vote dit utile, mais ceux de ses électeurs de 2002 qui se sont portés directement sur Ségolène Royal ont été remplacés par des abstentionnistes de 2002, de nouveaux électeurs mais aussi, dans une certaine mesure, par des votants venus de l'électorat de Marie-George Buffet ou d'Arlette Laguiller.

Pour ce qui concerne l'électorat d'Arlette Laguiller, il se réduit donc à 488 119 votants, soit 1,33 % de l'électorat. C'est, bien sûr, un très net recul par rapport aux 1 630 118 votants de 2002 (5,72 % de l'électorat). C'est peu, mais cela représente des électeurs qui, dans un contexte marqué en général par une très nette évolution vers la droite et aussi, plus fondamentalement, par une perte profonde des repères du mouvement ouvrier, ont malgré tout gardé le cap et se sont reconnus dans la politique défendue par

Nicolas Sarkozy, cet homme tout dévoué au grand patronat et méprisant vis-à-vis du monde du travail, puisse devenir le prochain président de la République.

Les choix de Ségolène Royal

Dès le premier tour, Ségolène Royal a fait le choix de faire une campagne neutre, plus tournée vers le patronat que vers les classes populaires et cherchant à plaire sur sa droite. Il n'y avait rien dans les propositions de Ségolène Royal qui pouvait enthousiasmer les classes populaires. Aucun engagement surtout de s'orienter vers une politique efficace pour faire reculer le chômage de masse, améliorer le pouvoir d'achat et surmonter la grave crise du logement qui frappe les classes populaires.

Étant donné la différence entre les 36,44 % de l'ensemble de l'électorat de gauche et les 45 % de l'électorat de droite, Le Pen compris, Ségolène Royal a

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

Tout sauf Sarko... Vraiment ?

« Tout sauf Sarkozy », entendons-nous de différents côtés depuis deux jours. C'est le code pour dire « Tous derrière Royal ».

Un beau tour de passe-passe. Car avec Royal nous n'aurons peut-être pas Sarkozy. Mais à coup sûr nous aurons sa politique, celle qui conviendra au camp des spéculateurs, des exploiters et des licenciés. Et encore ! Après les présidentielles il y a les législatives. Même sans remonter aux deux ans de gouvernement Mitterrand-Chirac, les deux adversaires du deuxième tour des présidentielles de 1988, il y a eu les cinq ans de gouvernement Chirac-Jospin, les deux adversaires du deuxième tour des présidentielles de 1995. Alors absolument exclu, un jour, le couple Royal-Sarkozy ?

La politique de Sarkozy nous l'aurons aussi en gros et en détail avec Royal (si la mobilisation populaire ne s'y oppose pas). Sarkozy veut « policer » la jeunesse. Royal, elle, veut la militariser. Où est le moins pire ? Avec Sarkozy la précarité ne diminuera pas, c'est sûr. Mais Royal veut rétablir un CPE encore plus favorable aux patrons. Où est le mieux ? Ce n'est pas avec Sarkozy que les sans papiers en auront, certain ! Mais Royal se refuse à légaliser massivement : au coup par coup donc, et en expulsant les autres. C'est exactement ce qu'a fait et ce que se propose de faire Sarkozy... et ce qu'a fait aussi Chevènement quand il était ministre, lequel soutient aujourd'hui Royal et sera sans doute à nouveau ministre demain, si elle est élue. Il serait trop long d'énumérer toutes les similitudes des deux projets. Celles des politiques des gouvernements dont ont fait partie l'un ou l'autre candidat suffiraient pour nous édifier.

Mais nous en avons un bon exemple juste sous les yeux. Bayrou est un homme de droite que critiquait Royal la semaine dernière. Négocions une alliance lui propose-t-elle cette semaine. De quoi en effet se faire « gondoler » Bayrou, désormais peloté par le PS et chatouillé par l'UMP ! Mais pas vraiment de quoi faire rire tous les électeurs de gauche que trop de monde, y compris à la gauche de la gauche, appelle à passer sur leurs réticences et leurs méfiances et voter Royal, au prétexte de chasser la droite. Depuis hier ces électeurs peuvent savoir qu'ils ont toutes les chances de voir se concrétiser leurs craintes sous une présidence Royal et... d'avoir toujours la droite en prime.

Nous regrettons donc l'empressement qu'a mis l'extrême gauche à appeler à voter Royal dès dimanche soir. Cet empressement permet à la candidate du PS de considérer comme acquises, sans frais, les voix sur sa gauche et de s'activer exclusivement à séduire sur sa droite (et donc d'infléchir encore son programme dans cette direction). Mais si Royal veut

les voix des électeurs d'extrême gauche, que ne prend-elle quelques engagements de satisfaire un minimum de revendications des couches populaires ?

Est-ce un retour à sa vieille politique de la part de la LCR qui pourtant durant la campagne a pris toutes ses distances avec la gauche gouvernementale ? L'effet de l'abattement de LO devant son mauvais résultat ?

Il n'y a pourtant pas de quoi s'effondrer. Certes Arlette Laguiller a fait son plus mauvais score. Pourtant en totalisant celui-ci et celui d'Olivier Besancenot (comme Arlette elle-même nous a invités à le faire au cours de la campagne), l'extrême gauche arrive à son résultat de 1995 en pourcentage et le dépasse en nombre de voix. Moins qu'en 2002 c'est vrai. Mais en 1995 Arlette Laguiller se présentait seule (la LCR n'ayant même pas pu le faire) et ce sont bien les élections de cette année-là qui sont considérées comme marquant la percée de l'extrême gauche sur la scène électorale.

Malgré les apparences (électorales), ou les commentaires des médias (purement électoralistes), l'extrême gauche n'a pas moins de forces militantes réelles pour intervenir sur la scène politique et sociale dans la période qui vient. Elle aurait toujours avantage à intervenir en commun, ce qui est d'autant plus facile à envisager que les candidats des deux organisations ont défendu dans cette campagne électorale le même programme (les mêmes mesures d'un plan d'urgence à mettre en avant comme objectifs lors des prochaines mobilisations sociales, la même dénonciation du programme du PS et un refus clair d'alliances avec la gauche gouvernementale). Il n'y aurait vraiment que les vieux réflexes, ayant nui si souvent au mouvement trotskyste, qui pourraient constituer un obstacle : accès de triomphalisme à la LCR enivrée par le résultat du premier tour, repli sur elle-même de LO, trop occupée à panser ses plaies (seulement électorales, c'est-à-dire au fond sans véritable importance).

Mais si cette volonté d'intervention existe bien, elle aura vite des occasions de se manifester : dès le 1^{er} mai en constituant ensemble des cortèges d'extrême gauche conséquents ; quelques semaines plus tard en présentant des candidatures communes lors des législatives, sur un programme commun des révolutionnaires déjà tout trouvé, celui défendu chacun de leur côté par Olivier Besancenot et Arlette Laguiller.

Jacques MORAND

Convergences Révolutionnaires n° 50 (mars-avril 2007)

Bimestriel publié par la Fraction

Dossier : LES RICHES, comment, toujours plus riches, ils raflent toute la mise.

Articles : Notre campagne pour Arlette Laguiller – *Salaires* : 300 euros pour tous et smic à 1 500 euros net tout de suite – *Enseignement* : les nouvelles saignées – *Renault* : suicides au Technocentre de Guyancourt – *Bolivie* : Morales entre révolte populaire et pression de la bourgeoisie réactionnaire – *Brésil* : licenciements et répression syndicale chez Volkswagen – *Iran* : arrestations d'enseignants.

Pour se procurer ce numéro, 1,5 euro, ou s'abonner (1 an : 9 euros ; de soutien : 15 euros) écrire à :
LO, pour la Fraction, BP 233-75865 Paris Cedex 18
ou Les Amis de Convergences, BP 128-75921 Paris Cedex 19
Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

Leur société

• PDG du CAC 40

Pleurer sur la stagnation de leurs salaires ?

Pour la deuxième année consécutive, les salaires des patrons français des 40 plus grandes entreprises stagnent, révèle le journal économique *Les Échos*. Ainsi Serge Tchuruk a perdu plus de 11 % sur sa rémunération 2006. Il n'aura touché, à la tête d'Alcatel-Lucent, « que » 2,5 millions d'euros en salaire fixe, bonus, avantages en nature et jetons de présence. Autre cas, pour Jean-Philippe Thierry, le PDG d'AGF, c'est 13,6 % de moins, soit « seulement » 2,4 millions. Jean-Martin Folz, de PSA, n'a reçu « que » 1,3 million dans l'année.

En fait, la liste n'est pas bien longue, car la grande majorité des patrons du CAC 40 ont bénéficié d'une rémunération en hausse, qu'il s'agisse de Patrick Kron, de l'Alstom, augmenté de 37 %, de José Luis Duran, de Carrefour, + 59,7 %, ou encore de Thierry Desmarests, de Total, qui n'a bénéficié lui que d'une rallonge de 1,4 % mais peut tout de même s'offrir, avec ses 3,2 millions d'euros, quelques pleins – si même il se les paye ! Le champion toutes catégories des salaires des PDG est cette fois Bernard Arnault, le patron du groupe de luxe LVMH, avec ses 4 millions d'euros, qui ne représentent, il est vrai, qu'une hausse de 2,3 %, juste l'inflation en quelque sorte.

De toute façon, quelle que soit la variation de leur rémunération, publiée dans le rapport annuel des sociétés depuis une loi de 2001, ces patrons disposent également, pour la plupart, d'un considérable paquet de stock-options ou d'actions gratuites, accumulées d'année en année au cours des différents exercices. Et ces « primes »-là échappent facilement à la transparence que la loi prétend exiger. Elles sont pourtant de taille : le PDG de Total était, fin 2006, à la tête de quelque 477 000 actions, celui de Sanofi-Aventis, de 411 000, celui d'Alcatel-Lucent, de 236 000.

Un autre de leurs menus avantages a récemment défrayé la chronique, avec le « parachute doré » de 8 millions d'euros de Noël Forgeard, l'ancien patron d'EADS, connu au moment même où

Airbus prépare des milliers de suppressions d'emplois.

Campagne électorale oblige, cette annonce a fait l'objet de déclarations réprobatrices de la candidate du Parti Socialiste comme de la droite.

Ségolène Royal a parlé, si elle est élue, de « rendre publique la rémunération des hauts dirigeants, d'abord dans les entreprises où l'État est actionnaire », ce qu'au demeurant la loi permet d'ores et déjà. François Bayrou a proposé une « loi de moralisation de la vie économique ». L'UMP a déclaré par la voix du président de l'Assemblée, Patrick Ollier, qu'« en cas d'échec industriel, on doit pouvoir empêcher un patron de lever ses stock-options ». Mais le candidat UMP, Sarkozy lui-même, se montrait moins choqué, déclarant : « Ce que je n'accepte pas, c'est qu'on ait à la fois la grosse rémunération et le gros parachute. » Cela ne l'empêchait d'ailleurs pas de maintenir, sans sourcilier, ses projets de baisser l'impôt sur les sociétés et sur les gros revenus.

Salaires gigantesques, indemnités d'arrivée ou de départ, paquets d'actions, primes diverses, les revenus du grand patronat, CAC 40 ou pas, sont à l'image des profits des grandes entreprises. Florissants. Les travailleurs savent donc où on pourrait trouver de quoi empêcher les fermetures d'entreprises et les suppressions d'emplois faites au nom de « difficultés économiques », qui ne sont en général qu'un prétexte.

Viviane LAFONT

• Aides au patronat

Donné c'est donné ?

Pour les patrons, rien de plus normal que de se faire « aider » par une ville ou un département qui veut les voir s'installer chez eux. Mais rien de plus normal aussi que de considérer qu'ils n'ont rien à rembourser de ces aides. L'exemple du papetier Scott Paper est édifiant.

En 1987, pour inciter cette entreprise à s'installer dans le Loiret, le département et la ville d'Orléans lui avaient vendu à un prix très intéressant un terrain de 48 hectares viabilisé aux frais des collectivités territoriales. Cerise sur le gâteau, la taxe d'assainissement avait été calculée selon un taux préférentiel. Bien sûr ces aides avaient pour contrepartie l'engagement de développer le site en créant des centaines d'emplois. Promesse jamais tenue car l'usine, après avoir employé au maximum 250 personnes, n'en comptait plus que 170 quand, après le rachat de Scott Paper par Kimberly Clark en 1996, ce dernier ferma le site. En effet l'usine fut vendue deux ans plus tard, en 1998, pour 32 millions d'euros à Procter et Gamble.

Suite à une plainte déposée en 1997 par un concurrent devant la Commission

européenne – pour entrave aux règles de la concurrence – celle-ci a condamné en juillet 2000 la ville d'Orléans et le département du Loiret à réclamer la somme de 12,2 millions d'euros, montant estimé de la sous-évaluation du terrain et des autres aides accordées à Scott Paper.

Mais Scott Paper vient de gagner en appel, le 29 mars 2007, devant le tribunal de première instance des communautés européennes. La ville d'Orléans et le département du Loiret n'auront pas à demander les 12,2 millions d'euros au patron papetier, car il y aurait une « incertitude importante quant à la valeur du terrain ». Dans cette affaire, la République française est intervenue aux côtés de Scott Paper pour qu'il n'ait rien à débours.

Aides au patronat, sur le terrain d'abord à coups de rabais, de travaux gratuits et de réduction d'impôts. Aides ensuite sur le terrain juridique quand une plainte est déposée. Pour le gouvernement, ce n'est jamais au patronat de payer.

Cédric DUVAL

• Lorraine

Quand Sarko revêt son bleu de chauffe

Invité dans les usines par les patrons, Sarkozy n'est pas tranquille pour autant. Le 17 avril, il a ainsi fait une visite « impromptue » à l'usine Viessmann de Faulquemont en Moselle. La visite, préparée de longue date, a été tenue secrète jusqu'au dernier moment afin d'éviter d'éventuelles manifestations. Dans l'usine même, Sarkozy était accompagné d'une vingtaine de policiers et de gardes du corps et, tout près, de camions de CRS. On n'est jamais trop prudent !

Le patron de Viessmann est président du Medef de l'Est de la Moselle, bien dans la ligne de Sarkozy. La précarité est importante chez Viessmann, qui fabrique des chaudières et des panneaux solaires, avec 150 intérimaires et 900 travailleurs embauchés. « Je suis le seul à venir dans les usines. Ils sont où les autres ? », a fanfaronné Sarkozy devant une centaine de travailleurs, dont bon nombre de précaires, qui étaient en service commandé. Tout le monde n'a pas assisté à son numéro,

loin de là. Sarko n'a pas laissé place au débat après son intervention. Il était juste là pour faire son cinéma devant les caméras.

Il a exalté « la culture ouvrière », ajoutant « je ne veux pas vous monter contre le capitalisme. Ceux qui vous disent cela vous mentent ». Démagogue, il a surtout dénoncé les chômeurs et les éremistes et a agité le chiffon rouge des délocalisations pour ne surtout pas parler de ceux qui ont fait fortune en ruinant le sous-sol et fermant les usines, comme les De Wendel. Il n'a bien sûr rien dit contre Total, qui continue de supprimer des emplois à Saint-Avold malgré plus de douze milliards de bénéfices, rien contre TRW, qui en fait autant à Bouzonville.

« Je veux être compris du monde ouvrier », a dit Sarkozy. Qu'il se rassure, on le comprend très bien : pour lui, les uns doivent se tuer au boulot en faisant des heures supplémentaires pendant que les autres se morfondent à L'ANPE.

Etienne HOURDIN



• À Nantes le 19 avril

Une fin de campagne enthousiaste pour Arlette Laguiller

C'est à la cité des Congrès de Nantes le 19 avril, dans un auditorium de 800 personnes rempli et enthousiaste, qu'Arlette Laguiller a tenu son dernier meeting de campagne.

Avant son intervention, Hélène Defrance, conseillère municipale à Nantes, dénonça les plans de licenciements annoncés dans la région à Airbus pour les usines de Saint-Nazaire et de Bouguenais, qui sont touchées, ainsi qu'à l'usine Alcatel-Lucent à Orvault. Elle dénonça aussi la scandaleuse plus-value réalisée par le groupe Aker Yards pour la revente des actions des Chantiers de Saint-Nazaire achetées il y a à peine un an. Elle critiqua aussi, entre autres, la politique du maire socialiste de Nantes, Jean-Marc Ayrault, qui encourage la spéculation immobilière et augmente les loyers HLM de 3 %, quand il ne les démolit pas dans des opérations de rénovation urbaine.

Quand Arlette monta à la tribune pour prendre la parole et présenter son programme de campagne, elle fut longuement ovationnée. Tout au long de son discours elle fut souvent applaudie, chaleureusement,

par un public jeune, moins jeune et populaire. Ses paroles furent plusieurs fois ponctuées par le mot de « Révolution ! » et quelqu'un lança « On a besoin de toi Arlette ! » ou encore « Merci pour tout ».

Le meeting s'acheva sur l'Internationale reprise en chœur et la tribune fut aussitôt envahie par tous ceux qui, nombreux, tenaient à lui rendre hommage en lui demandant de

signer une affiche ou son programme et aussi à l'embrasser ou à la prendre en photo. Elle reçut ainsi beaucoup de témoignages de sympathie et de remerciements émus.

Aux journalistes venus nombreux pour lui demander ses émotions sur ce dernier meeting elle répondit que ce n'était pas son enterrement politique, ajoutant : « Je ne vais tout de même pas verser une

larme. En revanche, pendant la campagne, je me suis retenue à plus d'une reprise. Oui j'ai eu envie de pleurer chez Chausson et chez Samsonite, quand j'ai touché du doigt la détresse des salariés, leur envie de se battre, toute cette injustice. » Elle leur assura aussi qu'elle continuerait à se battre tant qu'elle en aurait la force physique.

Correspondant LO



• Eric Besson

Un homme de convictions... élastiques

Eric Besson, un dirigeant du Parti Socialiste, qui avait commencé la campagne électorale dans l'état-major de Ségolène Royal, après avoir lâché celle-ci, a fini par se rallier au soir du premier tour à Nicolas Sarkozy. Et comme il faut payer son droit d'entrée dans l'équipe de celui qui apparaît comme le vainqueur le plus probable du deuxième tour, il n'a pas reculé devant la flagellation autocritique : « Oui, a-t-il déclaré au cours d'un meeting du candidat UMP, j'ai participé à une campagne de diabolisation de Nicolas Sarkozy. Pour espérer le battre, il fallait le caricaturer. »

Cette volte-face en dit long sur la force des convictions de l'ex-expert économique du Parti Socialiste. Mais comme Besson, député socialiste depuis 1997, membre de la direction du PS depuis 2000, n'était pas un petit nouveau fraîchement débarqué, elle est aussi significative de la confiance que l'on peut accorder aux dirigeants de ce parti.

F. D.

Fêtes régionales de Lutte Ouvrière

BOURGES

Samedi 12 mai de 15 h à minuit

Salle Le Hublot
La Chancellerie
64, avenue de la Libération

MARSEILLE

Dimanche 13 mai à partir de 11 h 30

Parc de Valabre à Gardanne

(Bus gratuit depuis Marseille Saint-Charles, boulevard Charles-Nédelec, et passage à la gare de Gardanne)

• Russie

Elsine ou l'ivresse du pillage

Le décès de Boris Elstine, président de la Russie de 1991 à 1999, a suscité les condoléances de Bush, Blair, Chirac, etc. qui ont salué cette « figure historique », cet « homme remarquable » qui « avait fait triompher la liberté ».

En Russie il laissera à beaucoup d'autres souvenirs. Pour tous ceux qui se sont enrichis en pillant le pays, ceux qu'on appelle maintenant les oligarques et qu'on appelait à l'époque les « nouveaux riches », il restera l'homme qui leur a ouvert la porte, montré l'exemple et laissé les mains libres. Elstine était le patron du plus puissant clan de voleurs, « la famille » (la sienne au premier chef), dont Poutine, l'actuel président, est l'héritier.

En revanche pour les travailleurs, les retraités, les petites gens, la période Elstine fut celle de l'appauvrissement rapide, du retour de la mendicité, des enfants des rues et de la tuberculose, des salaires non payés, des retraites de famine, de la fin de la médecine pour tous.

Lorsqu'en 1985 Gorbatchev initia sous le nom de pérestroïka une politique visant à réformer le fonctionnement de l'URSS des bureaucrates pour conforter son pouvoir, il souleva du même coup un peu le couvercle dictatorial qui pesait sur le pays, y compris sur les couches aisées et dirigeantes. Ainsi les appétits des bureaucrates petits et grands, en Russie comme dans les Républiques, purent s'étaler au grand

jour après être longtemps restés confinés. Chacun réclamait donc sa part du pouvoir et surtout du gâteau qui va avec.

Elstine était alors le chef du Parti Communiste de Moscou et un membre du comité central, donc de la haute « nomenklatura ». Pour conquérir le pouvoir politique, il sut s'appuyer sur les bureaucrates qui voulaient dépecer à leur profit l'Union soviétique. En 1991, devenu président de la Russie avec leur appui, il se tailla, essentiellement auprès des Occidentaux, une réputation de « démocrate » en s'opposant à une tentative de putsch menée par quelques généraux sans troupes. C'est à cette occasion qu'on le vit debout sur un char, un mégaphone à la main.

L'Union soviétique fut dissoute en cette même année 1991, adoptant le titre contradictoire de Confédération des États Indépendants (CEI). Mais du même coup, le tissu économique du pays commença à se déchirer puisque l'économie soviétique était intégrée et planifiée à l'échelle de toute l'Union.

La régression économique fut immédiate, encore aggravée par le pillage auquel se livraient les différents clans de bureaucrates. Les richesses du pays furent mises à l'encan par tous ceux qui pouvaient prétendre à une parcelle de pouvoir. Plus le bureaucrate était haut placé, plus il s'enrichissait vite et plus il devenait incontrôlable. En dix ans, 150 milliards de dollars quittè-

rent la Russie pour se retrouver sur les comptes que ces nouveaux riches avaient ouverts dans les banques occidentales. Dans le même temps ce pillage a fait passer l'économie de l'ex-URSS du 2^e au 72^e rang mondial.

C'est cela que les représentants de l'impérialisme saluent aujourd'hui, en tant que contribution d'Elstine au rétablissement de l'économie de marché dans l'ex-URSS.

Quant à son apport à la « démocratie », il ne vaut guère mieux. C'est Elstine qui déclencha la première guerre de Tchétchénie et son cortège de massacres. Lorsque le Parlement russe fit mine de lui résister, en 1993, il le fit plier par un bombardement qui tua au moins 150 personnes. Puis, « la famille » se trouvant au centre de nombreux scandales financiers, il sélectionna lui-même son remplaçant, Poutine, et lui légua le pouvoir pour le nouvel an 2000. En vertu de quoi la première mesure de Poutine fut de faire adopter une loi mettant Elstine et « la famille » à l'abri de toutes poursuites judiciaires.

Dans le lent processus de dégénérescence de l'URSS, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, l'État ouvrier né de la révolution prolétarienne de 1917 en Russie, Boris Elstine tient donc une bonne place. La bureaucratie avait commencé, avec Staline, par accaparer le pouvoir et prospérer en parasite de l'économie planifiée. Avec Elstine, les bureaucrates firent un



Elstine restera comme l'homme qui a ouvert la voie aux « nouveaux riches » (en haut, des boutiques de luxe à Moscou ; en bas, une galerie marchande où il y a surtout des agents de change).



pas de plus. Ne se contentant plus de maltraiter l'arbre et de voler ses fruits, ils entreprirent de débiter le tronc et de le vendre comme bois de chauffage.

Paul GALOIS

• Irak

La construction de murs...

Une nouvelle stratégie de l'armée américaine

Dimanche 22 avril, des centaines d'habitants d'Adhamiya, un quartier sunnite situé dans l'est majoritairement chiite de Bagdad, ont manifesté contre la construction d'un mur encerclant leur quartier. Le Premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, a lui aussi protesté contre ce projet. Les habitants d'Adhamiya craignent d'être isolés et ils accusent l'armée américaine de vouloir les emprisonner, un peu comme le sont les Palestiniens derrière le mur construit par Israël.

Issu de la cervelle de quelques hauts gradés de l'armée américaine et construit à son initiative, ce mur dit de « sécurité » de 3,50 mètres de haut sur 5 kilomètres de long, est censé proté-

ger les habitants qu'il enferme contre des attentats à la voiture piégée. Les travaux ont débuté le 10 avril et le projet prévoit aussi la construction de quatre murs similaires, entourant d'autres quartiers de Bagdad, pour séparer les différentes communautés.

« Ce mur est une des pièces maîtresses de la nouvelle stratégie des forces de la coalition et des forces irakiennes pour briser le cycle de la violence intercommunautaire », a déclaré un porte-parole de l'armée américaine. On sait à quoi a mené l'ancienne « stratégie » : l'intervention américaine a plongé le pays dans un chaos sanglant, et depuis quatre ans les différentes factions sunnites ou chiites s'affrontent à coups d'attentats pour étendre leur

zone d'influence. La population civile le paie, en plus de la misère issue de la débâcle économique, par des dizaines de morts et des centaines de blessés chaque jour.

Voilà à quoi aboutit le retour à la démocratie telle que la conçoit l'état-major américain : à créer des zones dans lesquelles les habitants n'auront de sécurité – bien fragile – que parce qu'ils seront cloîtrés derrière des murs de plusieurs mètres de haut, sous le contrôle permanent de militaires lourdement armés, et devant affronter la haine que ces protections susciteront dans les autres quartiers. La civilisation avance à grands pas !

Marianne LAMIRAL



• **Nigeria**

Élection sur fond de corruption et de misère

Umaru Yar'adua, candidat du People's Democratic Party (PDP) et du pouvoir en place au Nigeria, a, sans surprise, remporté l'élection présidentielle du 21 avril. Une élection programmée qui a été marquée par de multiples fraudes et des violences qui ont fait au moins 200 morts. Les deux principaux partis d'opposition – le All Nigeria People's Party du général Muhammadu Buhari et l'Action Congress du vice-président Atiku Abubakar – ont d'ailleurs décidé de contester ces résultats devant la justice.

Celui qui apparaît comme le successeur désigné d'Olusegun Obasanjo, au pouvoir depuis 1999 et qui, d'après la constitution, ne pouvait briguer un troisième mandat, devrait prendre ses fonctions le 29 mai prochain.

Cette parodie de démocratie s'inscrit dans ce qui a caractérisé

l'histoire de ce pays depuis son accession à l'indépendance en 1960. Le Nigeria est habitué aux coups d'État et aux dictatures militaires et, même lorsqu'il est dirigé par un pouvoir civil, l'armée n'est jamais bien loin. Les dirigeants et les autorités du pays, profondément corrompus, sont surtout à la botte des majors pétrolières, comme Shell et Chevron.

En effet, depuis la découverte, dans les années cinquante, d'importantes ressources pétrolières et gazières, notamment dans la région du delta du Niger, le Nigeria est devenu le premier producteur africain et le cinquième à l'échelle du monde. Mais les retombées de cette richesse n'ont profité qu'aux multinationales et aux classes dirigeantes, qui ont détourné des centaines de millions de dollars à leur profit. Le pays et l'immense majorité de la population, eux, n'ont cessé de s'enfoncer dans la

misère et le sous-développement. Trois habitants sur quatre doivent essayer de survivre avec moins de un dollar par jour. Quant aux infrastructures (distribution de l'eau, électricité...) et aux équipements publics (écoles, hôpitaux...), il y a longtemps qu'ils ont cessé de fonctionner faute d'investissement et d'une dotation budgétaire suffisante.

Cela n'empêche pas les grandes puissances occidentales d'entretenir de bonnes relations avec les couches dirigeantes nigériennes qui, à l'échelle du continent africain, s'efforcent de défendre les intérêts généraux de l'impérialisme. Jusqu'à présent, l'administration américaine se félicitait de la collaboration d'Obasanjo ; elle ne devrait rien avoir à craindre de son successeur désigné Umaru Yar'adua, fût-il élu au cours d'une parodie de démocratie.

Roger MEYNIER

• **Union européenne**

Libre circulation... entre les barbelés

Les ministres de l'Intérieur de l'Union européenne ont approuvé la création d'une force d'intervention rapide composée de 450 gardes-frontières. L'agence de surveillance européenne des frontières de l'Union européenne Frontex a obtenu des moyens supplémentaires : elle pourra compter sur 116 navires, 27 hélicoptères et 21 avions mis à sa disposition par les États membres.

Comme toujours dans cette société capitaliste, les mesures les plus rétrogrades sont prises dans des buts soi-disant humanitaires. Ne manquant pas à cette tradition de cynisme et d'hypocrisie, le général Ilkka Laitinen, directeur de Frontex, a justifié le renforcement des mesures de contrôle aux frontières de l'Union européenne par la nécessité de sauver la vie d'immigrés clandestins. « Plus d'un millier de vies humaines » auraient ainsi été sauvées grâce aux polices des frontières qui arrêtent les immigrés au large de Tanger ou de l'île de Lampedusa, entre la Sicile et la Tunisie.

Ces mesures prises par les autorités européennes n'ont bien entendu pour but que d'empêcher les pauvres de venir tenter leur chance en Europe. Les



régions riches de la planète s'entourent ainsi de plus en plus de barbelés pour empêcher que déferle chez elles « toute la misère du monde » comme le clamait en France cet ancien Premier ministre se disant socialiste.

Cette force d'intervention flanquée de navires, d'avions, et de radars vient renforcer les barbelés déjà existants. Les barbelés « légaux », comme les refus de visas pour ceux qui viennent des pays pauvres, les quotas, les rapatriements forcés, les rafles brutales, mais aussi les barbelés matériels, comme ceux qui entourent les enclaves espagnoles au Maroc.

La Méditerranée, qui durant des siècles a joué le rôle de lien entre les hommes, se transforme en espace infranchissable pour les pauvres du continent africain et du Moyen-Orient. De même, à l'est de l'Europe, des pays unis par la même histoire sont désor-

mais séparés. C'est le cas de la Moldavie et de la Roumanie, séparées par une frontière qui coupe, désormais au sein même d'un peuple, des membres d'une même famille.

En fait, c'est la dégradation de la situation de millions d'êtres humains dans les parties sous-développées de la planète qui alimente des courants migratoires comme l'humanité n'en a jamais connu. Et nulle barrière n'arrêtera ces flots de migrants, de pauvres poussés par la misère, par la faim, quand ce n'est pas par la menace armée.

Les travailleurs des pays les plus riches de l'Union européenne n'ont pas à approuver de telles mesures de renforcement des frontières. La menace ne vient pas des travailleurs migrants, mais du système capitaliste lui-même qui engendre toute cette misère.

Aline RETESSE

• **Djibouti**

L'affaire du juge Borrel, révélateur du rôle des autorités françaises

Douze ans après l'assassinat de Bernard Borrel, un juge français qui fut conseiller du gouvernement de Djibouti, l'enquête rebondit. Des perquisitions viennent d'être opérées à Paris aux ministères de la Justice et des Affaires étrangères, tous deux soupçonnés d'avoir voulu couvrir l'actuel président de Djibouti. Cette affaire vient rappeler les liens étroits et peu avouables qui existent entre les sommets de l'État français et la dictature qui sévit dans ce pays.

Situé en Afrique de l'Est face à la pointe de l'Arabie saoudite, Djibouti, qui compte environ 700 000 habitants, est resté longtemps une colonie de la France. Dans les années 1970, la France avait réprimé des manifestations populaires et avait fait édifier un « barrage » autour de la ville. En 1977, le gouvernement de Giscard finit par reconnaître l'indépendance de Djibouti, après un référendum qui s'était soldé par 98 % de « oui » en faveur de l'indépendance. Face à l'opposition de la population, la France dut aussi cesser de soutenir l'homme de paille, Ali Aref, qu'elle envisageait de laisser en place après l'indépendance. Cependant, le leader du parti d'opposition, Hassan Gouled, qui le remplaça avait été lui aussi lié au pouvoir colonial. Et Omar Guelleh, neveu du précédent, qui est au pouvoir depuis 1999, est considéré comme un proche de Chirac.

À l'époque de la mort du juge Borrel, l'enquête locale et

celle des services secrets français avaient conclu au suicide de ce juge que le gouvernement français avait détaché auprès du ministre de la Justice de Djibouti. Mais sa veuve avait obtenu en 2002 de nouvelles expertises confortant l'hypothèse d'un assassinat. L'actuel président de Djibouti pourrait fort bien en être le commanditaire. En tout cas il est fortement soupçonné.

Depuis dix ans, les autorités djiboutiennes mais aussi françaises ont multiplié les efforts pour entraver la recherche de la vérité. Mais en attendant que la lumière finisse par percer dans cette affaire, si un jour elle perce, un autre procès reste à faire, celui du rôle de la France dans ce pays.

L'impérialisme français dispose aujourd'hui à Djibouti de la plus importante de ses bases militaires à l'étranger, environ 3 000 hommes. Sa situation, en haut de la Corne de l'Afrique et face à l'Océan Indien, est en effet considérée comme stratégique. Les troupes qui stationnent là ont participé à de nombreuses interventions, dont l'opération Turquoise, tristement célèbre pour avoir contribué au génocide au Rwanda.

L'État français dépense un important budget pour entretenir sa base militaire, en concurrence avec celle installée par les États-Unis, et il verse une indemnité au gouvernement de Djibouti. Mais le bilan de cette présence française est calamiteux dans tous les domaines.

Jean SANDAY

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

Écologie : nature ravagée, planète menacée par le capitalisme !

(n° 106 - exposé du 26 janvier 2007)

Amérique latine : les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis

(n° 105 - exposé du 24 novembre 2006)

L'Afrique malade du capitalisme

(n° 104 - exposé du 16 juin 2006)

Les anciennes Démocraties populaires aujourd'hui

(n° 103 - exposé du 28 avril 2006)

L'Inde : de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité

(n° 102 - exposé du 10 mars 2006)

La Chine : nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement ?

(n° 101 - exposé du 27 janvier 2006)

États-Unis : la société capitaliste la plus puissante à la lumière de la catastrophe de la Nouvelle-Orléans

(n° 100 - exposé du 5 octobre 2005)

Prix : 2 euros. Envoi contre cinq timbres à 0,54 euro par brochure

• Italie

Une nouveau parti pour gouverner comme les anciens

Un Parti Démocrate, voilà la nouveauté politique, si l'on peut dire, dont va être dotée l'Italie à la suite de la fusion des deux principaux partis de la coalition de centre-gauche actuellement au gouvernement avec Romano Prodi.

L'un des deux partis, la Marguerite -La Démocratie est Liberté, est lui-même issu de la fusion de diverses composantes issues de l'ancienne Démocratie Chrétienne, mais aussi de l'ancien Parti Socialiste ou des écologistes. Mais l'autre parti, les Démocrates de Gauche, n'est autre que l'ancien Parti Communiste Italien. Celui-ci avait abandonné son étiquette communiste en 1991, pour devenir simplement le Parti Démocratique de la Gauche (Partito Democratico della Sinistra -PDS), puis simplement les Démocrates de Gauche (Democratici di Sinistra -DS). Désormais il ne sera donc même plus « de gauche » dans l'étiquette, mais simplement « démocrate », suivant en cela une vieille lubie d'un certain nombre de ses dirigeants qui voient dans le Parti Démocrate des États-Unis leur modèle.

Depuis des années, le PDS puis les DS ont été l'aile marchante des coalitions de centre-gauche candidates à gouverner l'Italie en alternance avec la coalition de centre-droit de Berlusconi. Ils ont mis en avant pour cela le démocrate-chrétien Prodi ou l'ex-écologiste Francesco Rutelli, aujourd'hui leader de la Marguerite. Ils peuvent donc en effet se retrouver dans le même parti, car il n'y a pratiquement plus de différences politiques entre eux. Ainsi, même une des promesses de réforme de Prodi, l'institution d'une sorte de Pacs à l'italienne (les Dico-droits des personnes vivant ensemble), vient d'être pratiquement mise

à l'index du fait de l'opposition de l'aile « catholique » du centre-gauche, sans que cela provoque de scandale du côté de la plupart des dirigeants DS.

De plus, en contribuant ainsi à créer un parti du centre ayant un bon poids électoral (28 % à eux deux aux dernières élections législatives), la Marguerite et les DS peuvent se trouver en bonne position pour négocier une réforme du système électoral qui convienne aussi bien à eux qu'au parti de Berlusconi, Forza Italia. La création de ce Parti Démocrate peut être ainsi un pas de plus vers l'institutionnalisation de l'alternance entre centre-gauche et centre-droit, menant pratiquement la même politique, qui semble devenu l'unique idéal des anciens dirigeants de l'ancien Parti Communiste.

La création du Parti Démocrate se doublera sans doute, il est vrai, d'une autre recombinaison sur sa gauche. L'aile gauche des DS, le « correntone », avec Fabio Mussi, a refusé cette nouvelle évolution, et il est possible qu'à terme un nouveau parti de gauche naisse entre celui-ci et les deux partis communistes maintenus, Refondation Communiste et le PdCI (Parti des Communistes Italiens). Mais tous ceux-là, même s'ils ont un langage plus à gauche et sont parfois appelés « gauche radicale » par la presse, font également partie de la coalition de centre-gauche et approuvent toujours, après quelques contorsions, les choix du gouvernement Prodi.

Alors, entre toutes ces recombinaisons en fonction des projets de tripatouillage du système électoral, il serait vain de chercher un parti représentant réellement les intérêts sociaux et politiques des travailleurs.

André FRYs

• Il y a 25 ans

Argentine-Grande-Bretagne La Guerre des Malouines



Pendant la guerre des Malouines, des soldats argentins au repos.

Le 2 avril 1982, la junte militaire argentine, qui régnait d'une main de fer sur le pays depuis le coup d'État de mars 1976, lançait une opération armée de reconquête des îles Malvinas – en français, les îles Malouines – un reste de l'Empire britannique. Depuis le mois de janvier, les militaires argentins négociaient la restitution de ces îles, baptisées Falklands en anglais et situées face à l'Argentine. Mais les diplomates britanniques n'avaient pas cédé.

Depuis 1981, le régime militaire argentin était en crise. L'inflation atteignait 140 %. La junte faisait face à des mouvements revendicatifs. Pensant que la Grande-Bretagne ne se mobiliserait pas pour défendre ces îles, les militaires argentins espéraient un succès facile et un bénéfice politique sur le plan

intérieur, comptant sur le sentiment national de la population d'un pays qui fut, pendant plus d'un siècle, une semi-colonie de l'impérialisme britannique. La Grande-Bretagne s'était en effet emparée des Malouines en 1833, dix-sept ans après que l'Argentine eut proclamée son indépendance.

Le lancement de l'opération renversa effectivement un temps l'opinion publique. Quelques jours avant le début de la guerre, les militaires, qui avaient assassiné en sept ans 30 000 opposants, avaient réprimé durement une manifestation de la CGT, la centrale syndicale péroniste. La plupart des opposants, y compris les dirigeants de la CGT argentine, n'en apportèrent pas moins leur soutien à la junte dans sa guerre de reconquête. Après avoir rencontré le chef de la junte d'alors, le général Galtieri, la CGT appela les travailleurs à se rassembler et à célébrer l'événement !

Le sentiment national que ressentait la grande majorité de la population argentine face à la présence provocante de l'impérialisme britannique était certes légitime. Mais s'aligner derrière la junte sous ce prétexte était une trahison des intérêts de la classe ouvrière.

Du côté britannique, le nationalisme déborda aussi.

Depuis 1979, le Parti Conservateur dirigé par Margaret Thatcher menait une politique nettement antiouvrière qui lui valut son surnom de « Dame de fer ». L'opération lancée par les militaires argentins lui donnait l'occasion de montrer que, sur le plan international, l'impérialisme anglais entendait ne rien lâcher de ses possessions, aussi minuscules soient-elles. Cette aventure militaire fut soutenue par les travaillistes anglais et aussi, en France, par le « socialiste » Mitterrand, loyal gérant d'un autre impérialisme, qui tint lui aussi à affirmer sa solidarité avec sa voisine d'outre-Manche.

Fin mai 1982, les parachutistes britanniques reprenaient possession des Malouines. Et le 14 juin, après 72 jours de combat, 255 morts côté britannique et 649 côté argentin, les militaires argentins jetaient l'éponge.

Ce succès assura la réélection de Thatcher en Grande-Bretagne, qui allait bientôt s'en prendre aux mineurs britanniques. En revanche, en Argentine la défaite déclencha une crise politique et amena les militaires à abandonner le pouvoir aux civils. Et cette fin de la dictature militaire fut bien au fond le seul résultat positif de l'absurde guerre des Malouines.

Jacques FONTENOY

Au sommaire de LUTTE DE CLASSE N° 104 (avril 2007)

France

Election présidentielle : leurs campagnes et la nôtre

Union européenne

Pendant la recherche du « plan B », les affaires continuent

Martinique-Guadeloupe

2006 : une année de grèves qui semble se prolonger en 2007

Prix : 1,50 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,54 euro

Espagne

Les partis gouvernementaux et le problème basque
Une politique marquée par l'héritage franquiste

Grande-Bretagne

Montée des profits et de la pauvreté
Un bilan de dix ans de blairisme

Tribune de la minorité

Notre campagne pour Arlette Laguiller

• Sans-papiers

La solidarité n'est pas un délit



Manifestation de sans-papiers à Paris, le 21 avril dernier.

Vendredi 20 avril, Florimond Guimard, instituteur, militant syndical et du Réseau éducation sans frontières, a été convoqué devant le tribunal correctionnel d'Aix-en-Provence. Il est inculpé de « violence volontaire en réunion » et risque jusqu'à trois ans de prison et 45 000 euros d'amende.

À deux jours du premier tour de l'élection présidentielle, le juge a cependant décidé de reporter le procès au 22 octobre « pour la sérénité des débats ». Sans doute a-t-il tenu compte aussi des 2 000 personnes qui manifestaient devant le tribunal et dans les rues d'Aix-en-Provence. Des enseignants, des parents d'élèves, des responsables syndicaux et politiques et des associations de soutien aux sans-papiers étaient venus mar-

quer leur solidarité et réclamer l'arrêt de toutes les poursuites aux cris de : « Régularisez tous les sans-papiers ! Relaxez Florimond ! »

Avec ce procès, il est reproché à Florimond de s'être opposé, le 11 novembre 2006, sur l'aéroport de Marignane, à l'embarquement de force d'un père algérien sans papiers et de ses deux enfants scolarisés à Marseille. Florimond Guimard est inculpé pour avoir suivi avec sa voiture le fourgon des policiers, puis, lors de la manifestation, d'après l'un d'eux, pour lui avoir tordu le pouce, entraînant un arrêt de travail d'une journée ! Cette manifestation, qui a empêché l'expulsion, rassemblait plusieurs centaines de personnes, dont des passagers, et 248 d'entre elles ont attesté

de leur présence et confirmé leur opposition à l'expulsion.

Après la garde à vue de la directrice de l'école maternelle de la rue Rampal dans le XIX^e arrondissement de Paris, qui s'opposait elle aussi à l'arrestation d'un parent sans papiers, cette nouvelle poursuite judiciaire montre la volonté du pouvoir d'essayer d'intimider ceux qui expriment leur solidarité aux sans-papiers. D'autres procès sont en cours, dont l'un doit avoir lieu à Lyon le 7 mai prochain contre un élu du PCF.

Face à ces menaces de condamnations pour l'exemple, la solidarité avec les inculpés s'impose pour réclamer leur relaxe.

Louis BASTILLE

• RMI, ASS, API...

Les pièges de la pauvreté

Il est bien difficile de sortir de la misère, de l'exclusion. C'est une étude du ministère de la Santé qui le confirme. Les responsables de cette étude ont suivi 700 allocataires du RMI (revenu minimum d'insertion), de l'ASS (allocation de solidarité spécifique) ou de l'API (allocation de parent isolé). La grande majorité d'entre eux recherchaient un travail mais la plupart n'y sont pas parvenus et n'ont, dix-huit mois après être devenus érémites ou allocataires de l'ASS, d'autre ressource que ces aides.

Pour le RMI, 30 % des personnes qui le touchaient fin 2004 sont sortis du dispositif à la mi-2006. Mais plus la personne a été écartée longtemps

du monde du travail, plus son âge est avancé, et moins elle a de chances de retrouver un travail. Du coup, pour les plus âgés, la sortie du RMI se fait souvent par le passage à la situation de handicapé ou de retraité qui ne touche qu'une pension dérisoire.

Les jeunes femmes seules avec un ou plusieurs enfants – ce sont les principales bénéficiaires de l'API – ne touchent cette allocation que pour un temps limité. Une bonne proportion ne touchent plus cette allocation après 18 mois. Mais il est encore plus difficile de trouver du travail quand on a des enfants à charge. Si bien que la moitié de ces femmes deviennent érémites.

Quant à l'ASS – qui est équivalente au RMI touché par les chômeurs en fin de droits –, elle n'ouvre pas beaucoup plus la porte à l'emploi. Et la plupart de ceux qui réussissent à trouver un emploi ne trouvent que des emplois précaires et mal payés et, une fois sur deux, à temps partiel.

Ces chiffres montrent l'installation d'une situation de misère qui a tendance à devenir irréversible. La faire disparaître exigerait, de la part de l'État, une politique de création de vrais emplois - ce ne sont pas les besoins qui manquent. Mais ce n'est pas la préoccupation de nos gouvernants.

Roger PÉRIER

• Les Français de l'étranger

Plus de droits électoraux que les travailleurs immigrés en France

Pour cette élection, 547 bureaux de vote, dont 165 hors des capitales, avaient été mis en place à l'étranger pour permettre aux Français qui y sont installés de voter. Ces efforts effectués pour faciliter leur vote se justifieraient, paraît-il, par le fait qu'avec 822 000 inscrits, ils sont plus du double qu'en 2002 (385 000).

Le fait de permettre à des citoyens français de voter, même dans les coins les plus reculés de la planète, a aussi été présenté comme une « victoire de la démocratie ». Cette prévenance de l'ex-ministre de l'Intérieur Sarkozy n'a évidemment rien à voir avec les résultats des précédentes élections, où la droite précédait largement le candidat socialiste. En 2002 par exemple, Chirac avait obtenu 30,54 % des voix des Français de l'étranger, alors qu'il n'avait que 19,88 % de moyenne nationale, et devançait Jospin de près de 8 % ! Cette année, Sarkozy obtient 38,49 % de leurs voix, 8,57 % de plus que Royal.

Parmi ces Français de l'étranger, certains n'y résident que pour une durée limitée et il est évidemment normal qu'ils puissent parti-

ciper aux élections du pays où ils vont rapidement revenir. Mais d'autres, qui vivent à l'étranger depuis des années, voire des dizaines d'années, ont ainsi le droit de voter pour un président d'un pays où ils n'habitent pas et où ils ne paient aucun impôt. Pourquoi pas, dira-t-on, mais il faut remarquer qu'en revanche ce même droit est refusé aux travailleurs immigrés qui, souvent, habitent sur le sol français depuis des années. De plus, ils y créent des richesses par leur travail, ils y paient leurs impôts et leurs cotisations sociales, y élèvent leurs enfants, participent à la vie sociale, mais ils n'ont pas le droit de donner leur opinion ni de peser sur les résultats par leur choix. Ils sont ainsi exclus de cette « démocratie » dont se flattent aujourd'hui nombre de politiciens et leurs porte-parole médiatiques.

Il faut dire que les immigrés vivant en France sont dans leur grande majorité des travailleurs, et ceci explique en grande partie le mépris souverain des institutions dites démocratiques à l'égard de l'avis qu'ils pourraient exprimer.

Marianne LAMIRAL

Deux cents chômeurs et intermittents veulent se faire entendre

Depuis mardi soir 24 avril, environ 200 chômeurs et intermittents du spectacle se sont installés sur le toit du siège de l'Unedic dans le 12^e arrondissement de Paris.

Ils veulent « faire entendre leur voix » entre les deux tours de l'élection présidentielle et montrer qu'ils n'acceptent pas de voir leurs revendications passer à la trappe.

Ils réclament la non-application du nouveau protocole qui régit l'indemnisation chômage des quelque 100 000 intermit-

tents du spectacle, protocole rédigé en avril 2006 et validé le 21 décembre dernier. Cet accord que la CGT et FO n'ont pas signé reprend une réforme contestée en 2003 qui avait durci les règles d'indemnisation.

Quant à l'association AC (Agir contre le chômage) qui participe à cette action, elle demande que soient publiquement révisés les chiffres réels du chômage et de l'emploi précaire, que les statistiques officielles minimisent mensongèrement.

• Marseille

Cités ascenseurs en panne

À Marseille, les habitants des cités des Oliviers, des Mimosas, et des Lauriers subissent en permanence des pannes d'ascenseurs. Aux Lauriers, qui atteignent treize étages, depuis des mois pour certains, onze ascenseurs sur quinze sont en panne. Cela contraint les habitants à passer par les toits pour rejoindre leurs logements. Car les mamans avec des enfants en bas âge et des poussettes, les personnes âgées ou celles chargées de commissions ne peuvent monter leurs étages à pied. Elles n'ont alors trouvé comme seul moyen que d'emprunter l'un des ascenseurs qui fonctionnent encore pour atteindre le toit-terrasse et continuer ensuite leur chemin à pied sur le toit pour rejoindre la cage d'escalier de leur bâtiment !

Seule l'entr'aide rend la situation supportable, mais elle devient très dangereuse en cas d'urgence, ou tout simplement quand les enfants rentrent de l'école.

Les charges versées par les locataires n'ont en tout cas pas servi à maintenir les ascenseurs en état. Comme le dit une habitante : « *Je paie 350 euros par mois pour un T2, dont 150 euros de charges, pour quoi faire ?* »

Cette situation est connue du bailleur. Depuis 2000, les locataires réclament que les cabines d'ascenseurs, vétustes et tombant régulièrement en panne, soient remplacées. Mais la société de HLM propriétaire des bâtiments, Habitat Marseille Provence, n'en a que faire. Elle a laissé pourrir la situation et n'annonce le début des travaux – s'ils débutent enfin – que pour la mi-mai 2007. Le renouvellement complet de 131 ascenseurs vétustes de cités gérées par HMP ne devrait s'achever que dans trois ans. Le coût des travaux est estimé à 14,5 millions d'euros.

Et la vie d'un gosse qui tomberait du treizième étage, elle l'estime à combien ?

Correspondant LO

Échos des entreprises

Photo truquée

Le parking Premium est un nouveau concept de nos directeurs, convaincus du tout privatif. Avant, ADP taxait et rackettait tous les usagers dans les parkings au nom du « service public ». Maintenant, ADP veut faire un système de réservation des premières places de parking pour les plus riches et les plus pressés de ses « clients ».

Ce Premium n'a aucun succès, ni à Roissy ni à Orly. À tel point que pour faire la photo consacrée à la plaquette de promotion, il a fallu que tous les agents des parcs présents viennent y garer leur véhicule.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière d'ADP - Aéroport d'Orly

Veritas

La direction n'envoie pas suffisamment les fenwicks à la révision. Lorsqu'on estime que tel fenwick est inutilisable car dangereux, certains chefs font pression pour qu'on l'utilise tout de même. Et il faut se fâcher tout rouge pour que

l'engin soit immobilisé.

Sur la route, le contrôle technique est obligatoire pour rouler. Chez Renault, c'est à nous de l'imposer.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière des Presses à Renault-Flins

On n'est pas des mutants

En Peinture, aux sous-caisses Clio, nous étions deux pour positionner pastilles et obturateurs. À présent, à un seul, il faut mettre 22 pastilles les bras en l'air et le cou tordu.

Si on en pose une sur chaque

doigt et chaque orteil, il faut se faire greffer un doigt de plus à la main et au pied ! Ou, à défaut, rajouter un poste.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de Tôlerie-Peinture à Renault-Flins

• Beauvais (Oise)

Destruction de HLM et relogements problématiques

À Beauvais, dans le cadre du Plan de Rénovation Urbaine lancé par Jean-Louis Borloo, un projet de destruction et de reconstruction de logements a été programmé sur le quartier très populaire de Saint-Jean. 257 logements anciens dans quatre immeubles doivent être démolis et, en principe, 447 nouveaux logements seraient construits pour les remplacer.

Jusqu'à présent, à toutes les interrogations des habitants, la municipalité UMP de Beauvais et la direction PS de l'Office d'aménagement, l'Opac, ont répondu : « *Tout le monde sera relogé dans des conditions similaires, y compris financièrement.* »

Mardi 10 avril, au cours d'une réunion, le ton a quelque peu changé. En particulier, une locataire a exprimé son inquiétude : « *Mes revenus sont très faibles. On ne me propose qu'un logement aux PSR, la cité d'urgence des années soixante, la plus dégradée de tout Beauvais. Mais moi, je n'ai pas demandé à partir !* » Ce à quoi le respon-

sable de l'Opac a répondu : « *À quoi cela servirait de reloger quelqu'un dans du neuf s'il n'est pas en mesure d'assurer les loyers. C'est pourquoi des propositions dans l'ancien seront faites aux locataires présentant des impayés récurrents et lourds.* » Visiblement, l'ancien, pour ce monsieur, ce sont des taudis, toujours assez bons pour les familles pauvres !

Dans une double page parue dans la presse locale, le président socialiste de l'Opac se vante de prévoir 1 000 nouveaux logements par an, tout en reconnaissant que 19 000 demandes de logements insatisfaites sont recensées dans le département. À ce rythme, il faudrait près de vingt ans pour les satisfaire.

Mais tout le monde n'est pas logé à la même enseigne : 57 logements vont être construits et 34 rénovés, avec à la clé un boulodrome, une aire de tennis et de football, un espace de jeux, un verger et un parking de 170... places pour les gendarmes de Beauvais.

Correspondant LO



Médecins flics

Hutchinson a relancé sa politique de contrôle des travailleurs en arrêt. Pour cela, elle utilise les services d'une entreprise privée, et cela coûte cher...

C'est donc vraiment un choix délibéré de fliquer les travailleurs, y compris ceux qui sont en accident du travail et

dont l'entreprise est responsable de l'arrêt.

Si les patrons ont du fric à dépenser, qu'ils améliorent nos conditions de travail et nos salaires, ce sera plus utile.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière d'Hutchinson - Joué-Chambray

Sois jeune et tais-toi, sois vieux et bosse

Nos collègues qui ont commencé à travailler à 14 ans et qui veulent partir en retraite à partir de 56 ans découvrent un nouvel aspect de la loi Fillon de 2003 sur les retraites. En effet, la durée de cotisations validée pour un départ anticipé est amputée en fonction des arrêts pour maladie ou accident de

travail !

Une belle illustration des ignominies que Sarkozy et son ami Fillon inventent sous prétexte de célébrer le « travail » : user les salariés jusqu'à la corde au lieu d'embaucher.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de l'Hôpital Trousseau de Saint-Avertin

• Poste de Paris-Louvre

Grève aux guichets

Les guichetiers de la poste de Paris-Louvre viennent de faire grève pendant cinq jours contre la suppression d'une trentaine d'emplois. La direction voulait ramener les effectifs de 109 à 77.

Déjà, dans les semaines passées, deux journées de grève avaient eu lieu. L'une d'elles, le 11 avril, avait été appelée sur l'ensemble de la poste du Louvre, où des suppressions d'emplois sont aussi en cours parmi les facteurs et le personnel du centre de tri. Ces journées avaient montré à la direction le refus unanime des guichetiers de subir des suppressions d'emplois et les changements d'horaires de travail qui allaient avec.

Suite à ces actions, la direction avait déjà redonné deux emplois et retiré la plupart des changements d'horaires, mais cela n'était pas suffisant. La grève reconductible fut donc décidée à partir du lundi 16 avril.

Pendant trois jours, la direction n'a pas lâché sur les emplois, ni sur la garantie stricte, et sans limitation dans le temps, que personne n'ait à subir de mutation d'office. Au cours de ces trois jours, des guichetiers en grève sont allés informer les facteurs du bureau de la situation.

Devant la détermination du service, en grève à la quasi-totalité, la direction a changé de ton. Jeudi 19 avril, elle lâchait deux emplois, et le lendemain deux autres. Sur-tout, même si l'objectif de la direction reste de supprimer des emplois, elle a dû donner la garantie que nous réclamions, à savoir que tous ceux qui sont en place actuellement pourront conserver leur poste, les réductions de personnel se faisant par des départs naturels. La décision a donc été prise, tous ensemble, de reprendre le travail samedi 21 avril, même si nous n'avons pas fait reculer la situation sur tout. Mais dans le contexte actuel, alors que tous les autres guichets parisiens et que tous les services de La Poste sont attaqués, les guichetiers du Louvre sont néanmoins contents d'avoir tenu tête à la direction et obtenu des garanties non négligeables.

Correspondant LO

• Michelin Blavozy – Le Puy-en-Velay (Haute-Loire)

Troisième semaine de débrayages pour les salaires

Depuis trois semaines, la grande majorité des salariés des ateliers de production de l'usine Michelin du Puy débrayent chaque jour une heure dans chaque équipe pour les salaires. Certains intérimaires se sont même joints au mouvement.

Déjà, l'appel à la grève lancé le 11 décembre 2006 par la CGT dans tout le groupe Michelin avait été particulièrement bien suivi au Puy. Depuis, une partie des salariés souhaitaient une suite à cette action pour exiger des augmentations de salaires. En effet, chez Michelin, les salaires avoisinent le smic et il n'est pas possible de vivre correctement avec des paies aussi basses.

Début avril, l'élément déclencheur a été l'annonce par la direction du site, au cours de réunions du personnel, de la mise en place de primes de performance collectives et individuelles (PPC et PPI). Ces primes sont conditionnées à des critères de résultat, de présentisme...

Rapidement, en sortant de ces réunions, des travailleurs ont parlé de refuser ces primes. Ils ont calculé que leur montant total correspond à une augmentation des taux horaires de 50 centimes d'euros (soit 83 euros mensuel). Ils réclament donc 50 centimes de l'heure de plus pour tous et le retrait de ce système de primes. Bien sûr, la direction leur répond que c'est impossible. Pourtant cela ne représenterait que 0,08 % des 573 millions d'euros de bénéfices du groupe Michelin en 2006 !

Il est devenu évident, pour nombre de grévistes, que pour gagner sur les salaires il faut essayer d'étendre le mouvement



aux autres usines du groupe. C'est pourquoi une délégation est allée, vendredi 20 avril, distribuer des tracts appelant à les rejoindre dans leur action aux usines de Clermont-Ferrand, et notamment à celle de Cataroux où, dans certains secteurs, les salariés ont refusé la mise en

place de ces PPI/PPC.

Pour les actionnaires, il n'y a pas de condition de performance pour empocher les dividendes. Malgré un bénéfice légèrement en baisse en 2006, les dividendes sont en hausse de 7,5 % ! En trois années, cela fait 56 % de hausse !

Quel salarié a eu son salaire augmenté de 56 % en trois ans ?

Alors, l'entreprise a largement les moyens de satisfaire les revendications des salariés et ils ont raison de vouloir étendre leur action pour faire céder Michelin.

Correspondant local

• Sodetal – Bar-le-Duc (Meuse)

En grève contre le travail gratuit

Mercredi 18 avril avait lieu la quatrième réunion de négociations salariales chez Sodetal, une tréfilerie travaillant entre autres pour l'industrie du pneumatique.

Non seulement la direction ne voulait lâcher que 1 % d'augmentation, mais le représentant italien de Redaelli, la maison-mère, s'en est pris aux 35 heures en disant qu'en Italie ça marchait bien mieux avec les 40 heures. De là à proposer de repasser aux 39 heures sans augmentation de salaire, il y avait un pas qui a vite été franchi par la direction.

Pour les salariés travaillant en journée, cela signifierait soit quatre heures de plus par semaine, soit l'abandon de tous leurs congés de RTT. Quant à la majorité du personnel, qui travaille en 5x8, cela équivaldrait pour elle à 22 jours de travail gratuit ! La direction a ensuite annoncé que si ce travail gratuit n'était pas accepté, il y aurait 140 suppressions d'emplois, et que de toute façon une quarantaine était déjà envisagée...

Devant cette avalanche de provocations, les syndicats ont quitté la réunion et sont allés rendre compte au personnel présent. La réponse a été claire : les travailleurs ont décidé la grève à l'unanimité. Le lendemain, à la prise de poste, chacune des équipes a arrêté le travail. Depuis, la grève continue, ponctuée dimanche 22 avril par un méchoui.

En début de semaine, à la réunion convoquée par les syn-



dicats, il y avait près de 200 travailleurs présents sur les 450 salariés de l'entreprise. Après avoir rendu compte de deux lettres émanant des principaux clients que sont Michelin et Continental, qui risquent de voir des unités de production à l'arrêt faute d'armatures métalliques, et après avoir lu une lettre de la direction qui demandait aux travailleurs de « minimiser l'impact de cette grève sur nos clients », les syndicats ont fait part de leur réponse : pas de négociation tant que le travail gratuit sera à l'ordre du jour.

Une manifestation a été organisée lundi 23 avril à Bar-le-Duc. Tous les salariés y ont participé, à l'exception de ceux restés au piquet de grève.

« Non au travail gratuit ! », « Non à l'esclavage ! » étaient les slogans les plus repris. Une seconde manifestation a été décidée le même jour, dont la destination a été cette fois-ci la maison du DRH, particulièrement détesté des ouvriers. Il fut un temps représentant syndical de la CGT, avant de retourner complètement sa veste et de devenir le représentant... du patron.

Les grévistes sont donc déterminés à ne pas se laisser faire par une direction qui, comme le dit la banderole de la grève, est « En avance sur Sarkozy : travailler plus pour gagner moins ! »

Correspondant LO

• Sonovision-Itep – Colomiers (31)

Nous voulons 300 euros !

Depuis fin mars, les salariés de Sonovision-Itep à Colomiers se mobilisent pour une augmentation de leur salaire.

Sonovision-Itep est une entreprise de 280 salariés qui produit de la documentation technique pour Airbus. Une partie d'entre eux travaillant comme sous-traitants in situ, environ 180 salariés sont sur le site de Colomiers.

En mars, les délégués du personnel CGT ont publié une enquête sur les salaires mettant en évidence le retard accumulé. Grâce à ces salaires au ras des pâquerettes, en 2005, la direction a réussi à mettre 12 millions d'euros de côté pour les actionnaires, alors que seulement 150 000 euros étaient consacrés à « l'intéressement »

Mardi 20 mars, un appel était lancé pour une assemblée générale du personnel, à laquelle répondirent 100 salariés. Ils votèrent la revendication d'une augmentation de 300 euros net pour tous, et décidèrent de faire une lettre au PDG, avec pour ultimatum une réponse pour le mardi suivant.

La direction générale ayant répondu qu'elle renvoyait la question aux négociations salariales annuelles, une nouvelle assemblée générale fut convoquée pour le mardi 3 avril. Celle-ci réunit à nouveau 100 participants et ceux-ci décidèrent de réécrire au PDG. Ils élurent aussi une petite équipe chargée de préparer la lutte, qui décida

d'appeler à la grève pour le surlendemain jeudi. La journée de grève fut suivie à 90 %.

Une semaine passa, sans réponse satisfaisante de la direction. La petite équipe élue décida donc de préparer une nouvelle grève pour la semaine du 16 avril. Cette semaine-là, Arlette Laguiller tenait son meeting à Toulouse : plusieurs salariés émirent l'idée de faire grève ce jour-là et de l'inviter à venir soutenir leur lutte. La grève fut donc décidée ainsi que d'accueillir Arlette Laguiller mercredi 18 au barbecue qui serait organisé sur le parking. Ce jour-là beaucoup de choses furent discutées : le bon droit des salariés à revendiquer 300 euros d'augmentation pour tous, la solidarité avec les salariés des autres entreprises « concurrentes » qui étaient eux aussi venus en soutien... le tout sous l'œil des caméras de toutes les chaînes de télévision venues pour l'occasion, et avant qu'Arlette reparte sous les applaudissements.

Cette publicité faite à leur lutte a fait plaisir à tous les salariés présents. Pour l'instant rien n'est encore gagné, mais la détermination est toujours là et les travailleurs sont prêts à se remettre en grève pour imposer de meilleurs salaires.

Correspondant LO

• EDF et les suicides dans une centrale nucléaire

Pour échapper au sale boulot

Après une « mission d'écoute et de compréhension » de la part d'EDF, suite à quatre suicides en deux ans de salariés de la centrale nucléaire de Chinon, un « observatoire national de la qualité de la vie au travail » ainsi qu'un numéro Vert sont prévus. Le Technocentre Renault de Guyancourt a connu lui aussi une série de suicides qui a entraîné un « plan d'action » de la direction. Deux réactions semblables des patrons, à peu près aussi inefficaces l'une que l'autre.

L'un des suicides de Chinon, celui d'un technicien supérieur, a été reconnu par la Caisse primaire d'assurance-maladie comme « maladie professionnelle », ce qu'EDF conteste, au motif que cet agent avait aussi des ennuis personnels.

Sans doute, dans les suicides, des causes personnelles

s'ajoutent souvent aux problèmes dus aux conditions de travail. L'ennui pour EDF, dans les cas de Chinon, c'est que des syndicalistes avaient dénoncé la surcharge de travail. Au moins un des médecins de l'établissement avait adressé à la direction une « alerte de risque psychosocial » et, dans le cas de l'un des

employés qui allaient se suicider, un avis de « *dépression réactionnelle professionnelle* ».

Si médecins et syndicalistes ont vu venir le drame, pourquoi la direction est-elle restée sourde et aveugle ?

Les causes du stress au travail sont connues et ont été largement décrites par des syndicalistes, des médecins, des journalistes. Il y a certes la surcharge de travail, les heures supplémentaires (c'était le cas à Chinon). Mais il y a aussi quelque chose de plus profond.

Il y a quelques années, les employés d'EDF et GDF avaient

comme priorité le travail bien fait, quitte à y passer le temps qu'il fallait.

Aujourd'hui c'est de plus en plus remplacé par le « vite fait, mal fait ».

Et cela du haut jusqu'en bas, du cadre au simple agent.

Des milliers de salariés d'EDF sont quotidiennement obligés d'accomplir des tâches stupides, ridicules et contraires à l'intérêt du public. Cela au nom de la concurrence et de la recherche du profit. Beaucoup se disent dégoûtés par ce qu'on leur fait faire. Dévaloriser le travail, être obligé d'effectuer un

« sale boulot », cela donne l'impression de se dévaloriser soi-même. Cela peut contribuer à pousser certains au désespoir

Ce n'est pas la compassion qui motive EDF quand elle se soucie du problème. Mais si, dans une centrale nucléaire, du personnel d'encadrement en vient à se suicider, c'est évidemment gênant pour son image. Or il ne suffira pas de prévoir un numéro Vert pour prévenir les suicides, alors que le problème serait de modifier toute l'organisation du travail.

Correspondants LO

• Institut d'éducation spécialisé Fontaine-Argent (Besançon)

La grève, ça permet de se faire respecter

Pour fêter la restructuration de l'équipe de direction de l'Institut d'éducation spécialisé Fontaine-Argent en place depuis le 1^{er} avril 2006, le président de l'Association protestante d'action sociale (APAS) a décidé unilatéralement la dissolution des instances représentatives du personnel.

Dans cet institut médico-éducatif, soixante-dix salariés accompagnent plus de quatre-vingt-dix enfants ou jeunes handicapés (scolarité, formation professionnelle, soins, lieu de vie). Depuis plu-

sieurs années, l'APAS connaît de graves problèmes financiers, ce qui l'a obligée à céder en janvier 2007 une maison de retraite à la Mutualité française du Doubs. À l'automne 2006, l'institut a fait l'objet d'une inspection conduite par le DASS et la DRASS. Il est actuellement sous gestion transitoire, dans l'attente d'une possible reprise.

Depuis plus d'un an, les représentants syndicaux, soutenus par la grande majorité des salariés, tirent la sonnette d'alarme auprès du préfet, de la direction, de la DASS, de la Mutualité et l'inspection du tra-

vail. Mardi 10 avril, réunis à cinquante, nous avons voté à main levée la grève de 24 heures reconductibles. Nous demandons le rétablissement immédiat du fonctionnement des instances, la communication des conclusions de l'inspection DASS-DRASS sur le fonctionnement de l'entreprise et la communication de l'ensemble des documents au cabinet d'expert financier. En effet, nous voulons savoir ce qui se prépare dans notre dos.

Pendant quatre jours, nous nous sommes retrouvés plusieurs fois par jour, soutenus par

la CFDT et nos collègues instituteurs, pour faire le point et pour reconduire la grève. Il faut que la situation évolue vite : non seulement pour nous, mais aussi pour pénaliser le moins possible les enfants, qui ont été renvoyés chez eux, et leurs familles. Pendant ce temps, la direction gère cette crise comme elle gère l'établissement au quotidien, en faisant le dos rond.

Vendredi 13 avril, une délégation de six représentants élus par les grévistes a été reçue par la DASS. Une forte délégation du personnel était là. Bizarrement, ces responsables qui

jusque-là se disaient bien trop débordés pour nous recevoir, ont finalement trouvé du temps... À la suite de cette réunion, l'APAS s'est engagée à satisfaire toutes nos revendications et à n'opérer aucune retenue sur salaire. La grève s'est donc arrêtée, les cinquante travailleurs de l'institut, femmes de ménage, éducateurs, éducateurs techniques, hommes d'entretien, infirmières, lingères, rééducatrices et un cadre, ayant prouvé qu'ils savaient se faire respecter.

Correspondant LO

• Résultats de quatorze ans d'exploitation

Des dividendes qui explosent, des salaires bloqués

Hommes politiques et journalistes nous rabâchent cette contre-vérité que lorsque les résultats des entreprises sont bons tout irait bien pour les travailleurs. C'est un mensonge éhonté : les statistiques officielles de l'Insee en apportent la preuve.

Entre 1991 et 2005, soit en quatorze ans, l'Institut national de la statistique affirme que les dividendes distribués aux actionnaires des sociétés dont les profits sont déclarés en France ont augmenté de 225 %, en euros constants, c'est-à-dire en plus de l'inflation. Cela fait une augmentation moyenne de 16 % par an.

Pendant la même période de quatorze ans, le salaire net moyen des salariés du pays aurait, toujours selon l'Insee,

augmenté de seulement 6,6 %. Et ce salaire net moyen tient compte de tous les salaires, aussi bien celui du manoeuvre que celui du cadre dirigeant. Beaucoup de salariés n'ont donc même pas pu en bénéficier. Cela fait au mieux une moyenne de 0,47 % de hausse de salaire par année.

Depuis 1991, les dividendes des actionnaires qui ne produisent rien auront donc augmenté trente-quatre fois plus que les salaires des travailleurs qui produisent tout.

Ce n'est pas sur les bons résultats de leurs patrons que les travailleurs doivent compter pour augmenter leurs salaires ; c'est sur leur résolution à exiger fermement qu'ils augmentent.

Paul SOREL

• Hôpital Avicenne – Bobigny (Seine-Saint-Denis)

Assez du manque de personnel aux Urgences !

Depuis samedi 21 avril au matin, le personnel des Urgences de l'hôpital Avicenne, à Bobigny en Seine-Saint-Denis, est en grève. Les effectifs infirmiers et aides-soignants ont fondu par le non-remplacement des départs. Et la direction voudrait profiter du rapprochement géographique dans le nouveau bâtiment des deux composantes du service, hospitalisation d'urgence de très courte durée et accueil urgences (UHU et SAU), pour retirer encore du personnel en supprimant les postes supplémentaires qui avaient été obtenus aux Urgences d'Avicenne par une grève en 2005. C'est l'application locale du plan d'économie décrété par la direction de l'AP-HP (hôpitaux de Paris).

Lors de l'annonce du préavis de grève, la direction a voulu faire signer par les syndicats, et

même individuellement par le personnel du service, un accord pour accepter de fonctionner « à titre d'essai » à effectif réduit pendant six mois. La manoeuvre a fait chou blanc. Les effectifs réduits, il y a longtemps que le personnel les essaie. Et pas question de jongler maintenant d'un service à l'autre, alors qu'au contraire l'activité globale ne cesse de s'accroître (+8 % d'activité cette année par rapport à 2006).

La grève est unanime. Et même si, vu le peu d'effectifs, pratiquement tout le monde est



assigné, les banderoles ornent l'accueil des Urgences, le personnel soignant diffuse un tract d'explication aux patients, a alerté la presse et discute avec ceux des autres services de l'hôpital où le manque de personnel aussi est criant.

Correspondant LO

• Faurecia Siedoubs – Montbéliard (Doubs)

Première grève pour les salaires

Lors de la grève des travailleurs d'Aulnay, plusieurs équipementiers automobiles ont aussi fait grève. Ainsi, les travailleurs de l'usine Faurecia Siedoubs ont fait trois jours de grève fin mars-début avril.

Un peu plus de 500 salariés, dont 330 ouvriers et près d'une centaine d'intérimaires, travaillent dans cette usine qui fabrique les sièges des 307 montées à l'usine Peugeot de Sochaux. Le salaire des ouvriers, ancienneté comprise, n'est que de 1 132 à 1 222 euros net. Jeudi 29 mars dans la soirée, à l'issue des discussions salariales, la direction de Siedoubs s'en tenait à 1,6 % d'augmentation générale et 0,2 % d'augmentation individuelle « au mérite ». Dans la foulée, à l'appel de la CGT et de SUD, une vingtaine d'ouvriers de l'équipe de nuit se sont mis en grève pour 50 euros

net, un véritable treizième mois et des primes. L'équipe du matin a rejoint la grève à 90 %, paralysant totalement la production. Très vite, les voitures de l'usine de Peugeot Sochaux sont sorties des chaînes sans sièges.

Les grévistes ont reçu le soutien du syndicat CGT du site de Sochaux. C'est la première grève à Siedoubs, où travaillent beaucoup de jeunes dans ce qui était, il y a six ans, un atelier de l'usine PSA de Sochaux. Des grévistes disaient : « *Il y en a assez de l'arrogance de la direction et de ses sbires* » et d'autres : « *On va faire comme à Aulnay.* »

Du côté de la direction de l'usine, c'était l'hystérie. Un directeur du siège social de Nanterre, appelé à la rescousse, mit en place des vigiles flanqués de chiens, des huissiers et prit trois mises à pied conservatoires à l'encontre de grévistes,

moyens à la hauteur de sa crainte de la grève.

Lundi 2 avril, la direction empêchait l'entrée des grévistes dans l'usine. Une déléguée de SUD était bousculée par les vigiles alors que les grévistes tentaient de rentrer, et y réussissaient malgré les vigiles. La déléguée s'est retrouvée aux Urgences et a porté plainte depuis. Cependant, la grève faiblissait et le travail reprenait le lendemain, après que les sanctions eurent été levées, sans rien obtenir sur le plan des revendications. Ceci dit, les grévistes sont fiers de leur grève et ont le moral. Et puis avec l'annonce de Faurecia d'une augmentation de 11,5 % de son chiffre d'affaires, l'idée que ce n'est que partie remise fait son chemin dans les ateliers...

Correspondant LO

Les grévistes de Faurecia face aux vigiles.



LO

• TSI-Advantys — Paris-Austerlitz

Les grévistes ont fait céder leur patron et la SNCF

Il aura fallu 29 jours de grève des ouvriers du nettoyage des chantiers SNCF de Masséna-Austerlitz à Paris pour qu'à son tour, après que leur patron, TSI-Advantys, eut disparu de la scène, la SNCF baisse les bras.

Mercredi 18 avril au soir il n'y avait plus personne, à part des grévistes, en gare d'Austerlitz, là où les cadres SNCF se sont succédé depuis un mois pour les remplacer. La direction pointait alors son nez pour tenter une dernière manœuvre. Les nettoyeurs de la gare, qui ont le même patron, avaient rejoint la grève depuis deux jours, ce qui exerçait une pression supplémentaire et donnait à la gare d'Austerlitz un autre visage... La direction tentait donc une négociation directe avec ces derniers pour une reprise séparée du travail, mais elle eut à faire à l'ensemble des grévistes présents et largement représentatifs de tous les chantiers. Impossible donc de contourner la volonté collective de faire signer un protocole qui prévoit enfin, outre les acquis dans la grève, l'arrêt des menaces et poursuites à l'encontre des grévistes et des représentants syndicaux.

Un protocole a donc été signé dans la nuit, qui prévoit le passage à temps complet de 15 temps partiels (sur 32) d'ici la fin 2007, puis d'autres en fonction des départs, une prime assurée à tous ceux qui font un travail spécifique de nettoyage de fond, une requalification de ceux qui font les oreillers-couvertures, la négociation d'un accord d'intéressement, un décompte des

jours de grève excluant les repos et un acompte de 400 euros pour ceux qui le demandent.

Les grévistes espéraient bien obtenir les 400 euros sans avoir à les rendre plus tard, mais sans en faire un point de blocage. C'est donc l'accord qu'ils espéraient depuis plusieurs jours qu'ils ont signé et que l'assemblée générale a confirmé à l'unanimité le lendemain, aux cris de : « *On a gagné* » et « *Tous ensemble !* »

L'entrée en grève d'un nouveau chantier, la médiation du mouvement grâce au soutien d'Arlette Laguiller et la visite le matin même d'Olivier Besancenot, accompagné de la presse, en gare d'Austerlitz, et enfin le soutien renouvelé des cheminots ont été déterminants.

La direction SNCF apparaissait publiquement comme brisant cette grève soit en remplaçant les grévistes par ses cadres, soit en faisant faire le travail par des intérimaires en gare d'Etampes (ligne C) et par la société Challancin à Villeneuve-Prairie. Elle a même déposé des plaintes contre les grévistes convoqués par dizaines au commissariat !

Mais c'est surtout à leur ténacité et à leur organisation (assemblées générales quotidiennes, mise en place d'un comité de grève) perfectionnée de jour en jour, que les grévistes doivent ce résultat. C'est donc « *la tête haute* », disent-ils, que le travail a repris, fiers d'avoir été jusqu'au bout et décidés à se faire respecter.

Correspondant LO

• Snecma – Gennevilliers (Hauts-de-Seine)

Contre la révision à la baisse de l'accord « travaux pénibles »

La direction de la Snecma a annoncé sa volonté de renégocier, évidemment à la baisse, l'accord dit « travaux pénibles ».

Cet accord permet aux métiers les plus difficiles, tels les forgerons, de partir cinq ans plus tôt que les autres travailleurs avec 70 % du salaire. Cela convient aux travailleurs concernés, même si, selon les années, quinze à vingt travailleurs seulement peuvent postuler au départ, essentiellement sur l'usine de Gennevilliers. Mais il y a quelques semaines, lors d'une première réunion avec les organisations syndicales, la direction a annoncé qu'elle revoyait l'accord à la baisse : 60 % de rémunération au lieu de 70 % ; retrait de certains métiers pénibles du bénéfice de l'accord. Cette mouture a été immédiatement rejetée par l'ensemble des travailleurs concernés.

Le 27 mars, à l'appel de la CGT et de la CFDT, un premier débrayage a été organisé, auquel ont participé plus de 300 personnes sur l'usine de Gennevilliers. La réussite de ce premier débrayage, décidé en assemblée générale, a permis de se compter et de lancer un premier avertissement à la direction.

Lors d'une seconde assemblée générale, et alors qu'une nouvelle réunion avec la direction était annoncée pour le 24 avril, une « journée usine morte » a été décidée à l'écrasante majorité pour le 19 avril, avec organisation d'un barbecue dans l'enceinte de l'usine afin de réunir les trois équipes.

Le 19, la grève a été totale dans les secteurs qui bénéficient de cet accord. On entendait les mouches voler là où d'habitude il faut crier pour se parler. La grève a même entraîné des débrayages de solidarité dans des secteurs qui ne bénéficient pas de cette préretraite.

Dans une ambiance bon enfant, sous le soleil, près de 300 personnes ont participé à ce

barbecue malgré les menaces de sanctions que faisait planer la direction.

Aujourd'hui, le projet écrit de la direction est publié et continue à susciter la colère. La direction maintient le niveau de rémunération à 60 % et retire de l'accord des métiers reconnus de tous comme étant très durs, comme ceux de la « Presse 500 tonnes » et des « Traitements thermiques », secteurs exposés à une chaleur intense. De leur côté, certains travailleurs parlent d'aller « *en grève au siège* » de la Snecma. La détermination est forte pour préserver cette retraite « travaux pénibles ».

Correspondant LO



LO

Les 26, 27, 28 mai à Presles (Val-d'Oise)

La Fête de Lutte Ouvrière

Dans un mois, notre fête annuelle, la Fête de Lutte Ouvrière, ouvrira ses portes pour les trois jours du week-end de la Pentecôte, y compris bien sûr le lundi, soit les 26, 27 et 28 mai. Cette année, la Fête étant trois semaines après le second tour de l'élection présidentielle, l'actualité incitera sans doute encore plus à discuter de l'avenir, des moyens de se préparer au mieux pour les prochaines luttes qui seront nécessaires au monde du travail. Et cela, quelle que

soit l'issue du scrutin du 6 mai.

Ce sera pour tous nos amis et camarades l'occasion de se retrouver encore dans un grand rassemblement populaire, placé sous le signe de la fraternité. Ce sera l'occasion non seulement de participer à de nombreux débats, mais aussi tout simplement de faire la fête, de s'amuser, de s'instruire, de bien manger, d'assister à de nombreux spectacles en tout genre.



LO

• Venir à la Fête

La Fête de Lutte Ouvrière se déroulera à Presles, petite ville du Val-d'Oise à 30 km au nord de Paris, dans un beau parc boisé de 12 hectares.

Pour venir à la Fête, le plus facile est de prendre les cars gratuits qui partiront du métro Saint-Denis-Université, terminus de la ligne 13. Avec les cars, pas de soucis de stationnement, ils vous déposeront à l'entrée de la Fête, et fonctionneront aux mêmes horaires que la Fête.

Des départs collectifs sont organisés à partir de nombreuses villes de toutes les régions. Nous en publierons bientôt la liste et on peut aussi se renseigner auprès de nos camarades locaux.

• Les films

Dans les deux cinémas de la fête, nous pouvons déjà annoncer la projection des films suivants :

Les Lip, l'imagination au pouvoir de Christian Rouaud
L'Embrasement de Philippe Triboit

Mon colonel de Laurent Herblot

Les Fragments d'Antonin de Gabriel Le Bomin

Indigènes de Rachid Bouchared

Le Vent se lève de Ken Loach

La Raison du plus faible de Lucas Belvaux

Hors-jeu de Jafar Panahi

La Dignité du peuple de Fernando Solanas

Mon nom est Tsotsi de Gavin Hood

Little Miss Sunshine de Jonathan Dayton

Une jeunesse comme aucune autre de Dalia Hager

Toutes les séances sont gratuites.

Si le temps le permet, une projection de cinéma en plein air aura lieu dans la nuit du dimanche au lundi

Au Grand Podium

Samedi

ACAPULCO GOLD

Ska reggae latino
Cocktail original de ska, reggae et musiques traditionnelles sud-américaines, métamorphosant des standards latinos à coups de banjo, cuivres et section rythmique. Le grand écart entre le Mexique et la Jamaïque.

LA CANAILLE

Rap acoustique avec une forte dominante sociale dans les textes, ce groupe déjà apprécié à la Fête, connaît un succès grandissant et mérité (Découverte hip-hop du dernier Printemps de Bourges).

DEBOUT SUR LE ZINC



Julien Magre

Chansons rock

Sept musiciens issus de la jeune scène française qui mélangent avec ardeur dans leurs chansons festives de multiples influences rock, java, tzigane, klezmer ou irlandaise... Au final, sur scène un spectacle plein de vie et de dynamisme.

Dimanche

RIT

Chanson française acoustique
Homme-orchestre et chanteur, il joue de tout, tout seul : guitare, percussions, grosse caisse... et dans ses textes, à la sauce blues-reggae, il parle d'humanisme, de ses colères et d'amour avec une bonne dose d'autodérision.

LES JOYEUX URBAINS

Humour, swing et chansons

Ce quatuor interprète des histoires du quotidien avec drôlerie. Jouant chacun de plusieurs instruments, ces joyeux drilles insufflent à leurs interprétations une énergie communicative. Pour ceux qui aiment rire et s'amuser.

CLARIKA

« Joker » Chansons mutines teintées d'humour

Avec ses textes, Clarika a été l'une des premières chanteuses de sa génération à inventer un univers personnel de femme libre, tendre, un brin excentrique et souvent moqueuse. Mêlant les jeux de mots, les textes subtils aux musiques entraînantes, elle a sur scène une vraie pêche d'enfer.



Clarika

Lundi

ALEXIS HK en solo



Alexis HK

Après plus de trois cents dates de concerts et quelques mois d'absence, il revient seul avec deux guitares, offrir ses nouveaux titres et quelques anciens à notre Fête. Un spectacle où la peur, sous toutes ses formes, s'efface au profit de la fraternité universelle et de l'utopie.

RADIO CORTEX par R.WAN LE CHANTEUR DE JAVA

R.WAN invente une radio pirate idéale avec toutes sortes de styles de musique, tous plus dansants et dynamiques les uns que les autres. Au programme aussi, quelques parodies réussies, « Laisse béton » de Renaud devenant « Lâche l'affaire » avec R.WAN.

Notre camarade

Arlette Laguiller

prendra la parole chaque jour sur le Grand Podium pour une courte allocution

• Commandez vite votre carte d'entrée

Jusqu'au 18 mai, les cartes d'entrée sont disponibles au prix unitaire de 12 euros et les bons d'achat d'une valeur de 5 euros sont vendus au prix unitaire de 4 euros. (Après cette date et durant la Fête, les cartes d'entrée coûteront 15 euros pour les trois jours).

Vous pouvez vous procurer cartes d'entrée et bons d'achat,

soit auprès de nos camarades

soit en écrivant à Lutte Ouvrière

BP 233 – 75865 Paris Cedex 18

Indiquer le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, et joindre un chèque du montant voulu à l'ordre de Lutte Ouvrière (ne pas indiquer de numéro de CCP). Ne pas oublier d'indiquer l'adresse d'expédition.

Envoi franco

Pour en savoir plus sur la Fête (programmation, accès, horaires...) :

fete.lutte-ouvriere.org

Pour en savoir plus sur la fête :

la programmation, les accès, les horaires...
fete.lutte-ouvriere.org

Au Petit Théâtre

Nous pouvons d'ores et déjà annoncer les concerts de **BELTUNER**, musique manouche, musette, swing, **JEF SICARD**, trio open jazz, **DÉSERT ORANGE**, pop rock, **LES MIDNIGHT JOKERS**, reprises rock, **LUTAUD**, chanson française, **LA K-BINE**, rap, **GUZZLE BAND**, jazz, **FADA**, chansons rock, et bien d'autres encore.